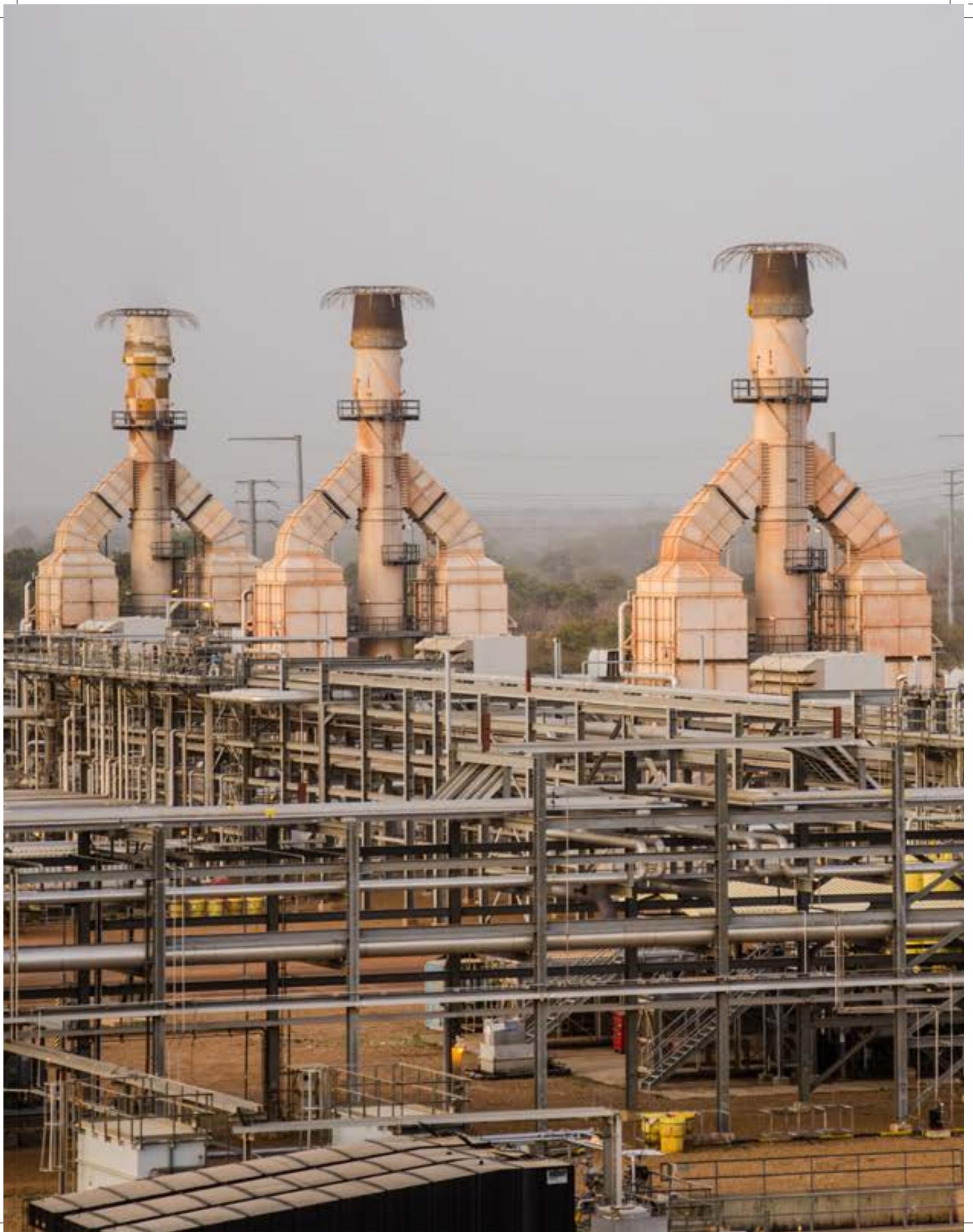


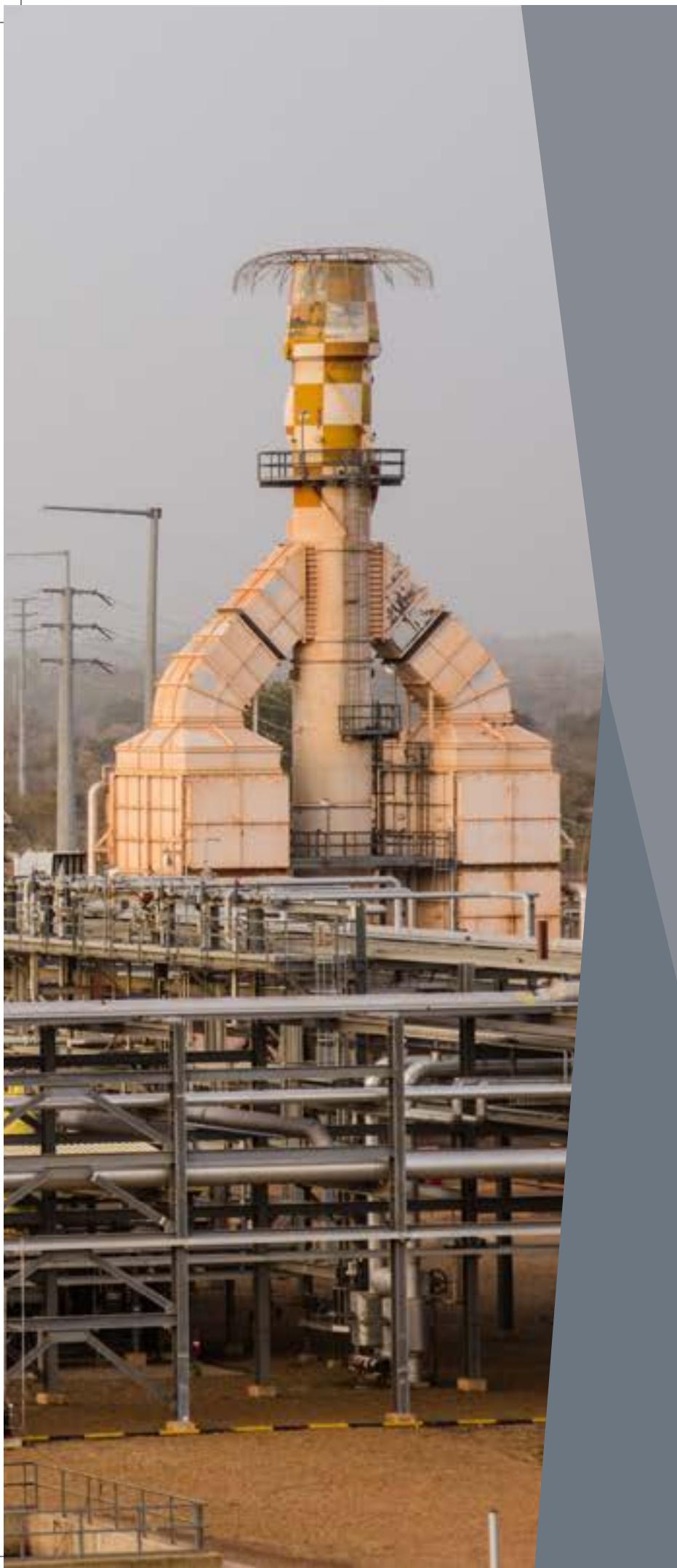
**RAPPORT DE FIN D'ANNÉE 2015**

PROJET DE  
DÉVELOPPEMENT  
TCHAD / CAMEROUN

Mise à jour N° 36







## TABLE DES MATIÈRES

- 04** Lettres des Directeurs généraux
- 06** Cartes du Projet
- 07** Production et opérations
- 11** Plan de Gestion de l'Environnement
- 15** Protection environnementale
- 19** Sécurité et santé
- 23** Engagement communautaire
- 27** Occupation des terres et compensation
- 31** Développement économique
- 38** Données relatives à la performance

## UN ENGAGEMENT DE TRANSPARENCE

Depuis sa création en 2000, le Projet de Développement Tchad/Cameroun a établi un record inégalé de publication en français et en anglais de rapports périodiques d'avancement.

En publiant ces rapports, Esso et ses partenaires du Consortium, Petronas et la Société des Hydrocarbures (SHT), tiennent informées les parties prenantes du Projet, notamment les citoyens des pays hôtes, les organisations non gouvernementales (ONG) concernées, la Banque mondiale et autres entités. Ces rapports sont publiés sur le site Internet d'ExxonMobil ([www.corporate.exxonmobil.com](http://www.corporate.exxonmobil.com)). Des rapports imprimés sont également distribués au Tchad et au Cameroun.

Les entités suivantes se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du Projet pour le compte du Consortium :

- Développement et production des champs pétroliers au Tchad : Esso Exploration and Production Chad Inc. (EEPCI).
- Activités de pipelines au Tchad : Tchad Oil Transportation Company S.A. (TOTCO).
- Activités de pipelines au Cameroun : Cameroon Oil Transportation Company S.A. (COTCO).

La compilation des données du Projet est effectuée depuis octobre 2000. Les conversions monétaires sont basées sur le taux de change en vigueur au moment de la dépense.



Bien que 2015 se soit avérée très difficile pour l'industrie pétrolière, c'est une année qui a été particulièrement favorable pour les sociétés de pipelines du Projet grâce aux importantes réalisations de COTCO et TOTCO dans les domaines de la sécurité, de la protection environnementale, de la fiabilité des systèmes, de la gestion des coûts et des volumes de pétrole transportés.

Je suis heureux de faire état de notre meilleure performance de sécurité dans l'histoire des deux sociétés qui exploitent le système de transport et d'exportation (ETS) du Projet. Notre équipe de plus de 1 600 employés (sous-traitants compris) n'a enregistré aucun incident de sécurité rapportable pour l'ensemble de l'année. Ceci a été accompli tout en effectuant des opérations complexes dans deux pays et des activités de maintenance très difficiles sur le terminal flottant de stockage et de déchargement (FSO) qui est ancré à 12 kilomètres au large du Cameroun. Ces travaux, qui nécessitaient que les opérations normales continuent dans des conditions inhabituelles et difficiles, sont décrits à la page 10 du présent rapport.

Nous avons enregistré une autre performance exceptionnelle en matière d'environnement. Il n'y a eu aucun déversement de pétrole sur le sol ou dans la mer provenant des opérations relevant de l'ETS, et COTCO et TOTCO n'ont eu aucun incident rapportable de quelque nature que ce soit, tel que défini par le Plan de Gestion de l'Environnement du Projet. Cette tendance est conforme à un historique déjà solide d'opérations conduites en toute sécurité. Depuis que la production a commencé en 2003, le FSO a déchargé dans les tankers enleveurs bien plus d'un demi-milliard de barils de pétrole sans aucun incident majeur.

Le maintien de la fiabilité de l'ETS est d'une importance primordiale dans notre activité. Si l'ETS est arrêté pendant une durée prolongée, nos clients devront probablement arrêter leurs opérations de production. C'est pourquoi nous sommes fiers qu'en 2015 le pipeline ait été en service tout le temps, sauf pendant quatre heures, soit un taux de fiabilité record de 99,9 % et le FSO à 100 %.

Avec nos clients cherchant à réduire leurs dépenses dans ce contexte de faibles prix du pétrole, nous avons réussi à considérablement réduire les frais de transport d'un baril de pétrole par l'ETS. Nous estimons que nous pouvons continuer à présenter une solution rentable aux producteurs sans compromettre l'environnement, la sécurité ni la fiabilité du système.

Tout ceci a été accompli tout en transportant plus de pétrole en 2015 que pendant n'importe laquelle des sept années précédentes, grâce au brut de PetroChad Mangara et de la China National Petroleum Company International Chad, qui s'est ajouté à la production d'EEPIC. Cette réalisation, qui a vu 47 millions de barils transportés en 2015, a été possible grâce aux modifications techniques effectuées sur l'ETS, lui permettant ainsi de recevoir de plus grands volumes de brut de différentes qualités produit par les trois compagnies.

COTCO et TOTCO apportent un soutien de longue date aux communautés riveraines du pipeline, en mettant un accent sur la santé, l'éducation et les opportunités d'affaires pour les entreprises locales. Cela ne changera pas dans ce nouveau contexte, même si le mode de collaboration avec les communautés évolue au fur et à mesure que le Projet mûrit. Par exemple, en 2015, nous avons soutenu plusieurs projets communautaires en fournissant de la formation, des outils et des matériaux aux villages – plutôt que d'embaucher des sous-traitants – afin que les villageois puissent réaliser eux-mêmes le travail. Ces initiatives ne changent en rien notre niveau d'investissement dans les communautés, mais mettent l'accent sur le développement des capacités locales, le transfert des compétences et le renforcement de l'autosuffisance.

Pour l'avenir, nous ne pouvons pas présumer que ce qui arrive aujourd'hui est ce qui arrivera demain. Les prix du pétrole peuvent changer. Les compagnies peuvent augmenter leur production. Des expéditeurs additionnels peuvent chercher à se connecter à l'ETS. Nous devons nous préparer pour l'avenir et développer le pipeline pour qu'il soit adapté à ces possibilités. Avec les modifications techniques nécessaires en place, une approche disciplinée à l'égard des opérations et une orientation fermement axée sur les fondamentaux de l'entreprise, nous continuerons à offrir à nos clients un moyen sûr, fiable et rentable pour livrer leur brut dans le monde.

Salutations distinguées,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Johnny Malec', written over a horizontal line.

Johnny Malec  
Directeur général  
Tchad Oil Transportation Company S.A.  
Cameroon Oil Transportation Company S.A.



2015 a été une année de transitions significatives pour EEPCL. Confrontée à la chute abrupte des prix mondiaux du pétrole brut, la société a été amenée à prendre un certain nombre de décisions difficiles en vue de maintenir la viabilité à long terme du Projet. Plus particulièrement, nous avons adopté une nouvelle approche d'économie de coûts à l'égard de nos champs pétroliers et réduit les dépenses à travers toutes les autres opérations.

La décision la plus significative a été de suspendre une activité effectuée de manière permanente au cours des 12 dernières années – le forage de nouveaux puits visant à maintenir la production au fur et à mesure que les champs pétroliers du bassin de Doba arrivent à maturité. A la place, nous avons recentré nos efforts pour maximiser la récupération de notre vaste base d'actifs actuels de presque 700 puits actifs. Une partie de ces efforts concerne la mise en œuvre de programmes de surveillance et d'entretien rigoureux pour s'assurer que les actifs existants fonctionnent de façon optimale, en déployant notamment un appareil de travaux sur puits (*well work rig*) dédié au maintien ou à l'amélioration de la productivité des puits. Nous évaluons également des solutions technologiques, telles que notre programme pilote d'injection de polymères susceptible d'accroître la quantité totale de pétrole qui peut être récupérée de nos champs pétroliers.

Comme vous le verrez dans ce rapport, notre engagement envers la sécurité, la santé et l'environnement n'a pas changé. Nous ne réviserons pas nos normes à la baisse à cause de conditions économiques externes. Notre relation avec les parties prenantes clés n'a pas changé non plus. Notre partenariat avec le gouvernement tchadien est solide, et nous maintenons notre engagement d'avoir des relations de bon voisinage avec les communautés dans les régions où nous opérons. Bien que la décision de suspendre le forage de nouveaux puits ait réduit le nombre de travailleurs locaux embauchés par les entrepreneurs ainsi que le montant de compensation pour l'occupation de nouvelles terres, nous continuerons, comme nous l'avons fait depuis le début du Projet, à faire des investissements importants dans les communautés. A l'avenir, nous mettrons davantage l'accent sur le développement des capacités, particulièrement dans les secteurs les plus touchés par la diminution de l'activité de production.

Notre engagement visant à maximiser le pourcentage de nationaux tchadiens travaillant pour EEPCL ne change pas non plus. Malgré toutes les difficultés auxquelles le Projet a été confronté en 2015, je suis heureux d'annoncer qu'à la fin de l'année, 95 % des employés d'EEPCl était tchadiens, reflétant ainsi les progrès constants accomplis depuis le début du Projet.

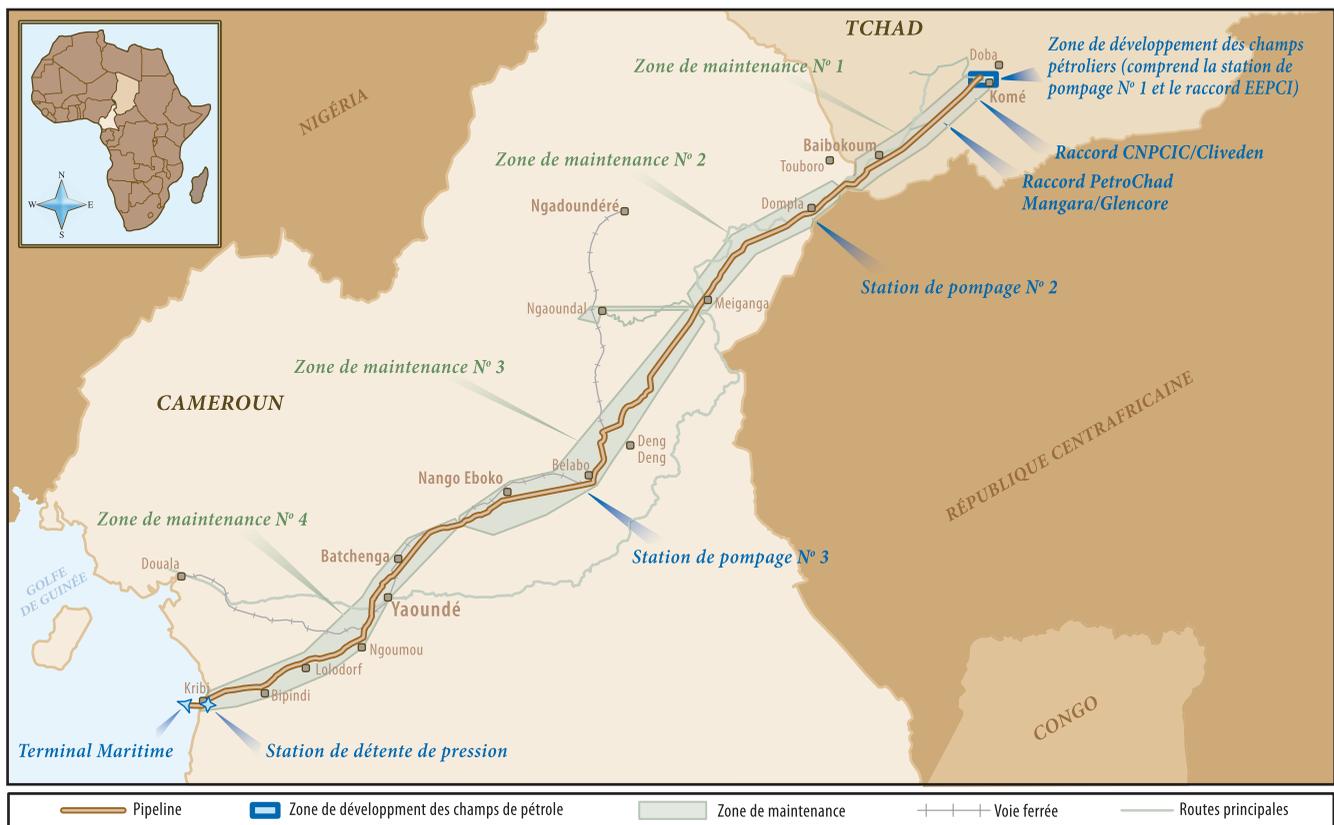
Au fur et mesure que le secteur pétrolier du Tchad mûrissait, nous avons commencé à chercher des moyens de réduire les coûts en partageant les ressources et les capacités à travers l'industrie. Dans le cadre de cet effort, nous avons aidé à créer l'*Association des Opérateurs pétroliers du Tchad* de concert avec la compagnie pétrolière nationale du Tchad et partenaire du consortium, la Société des Hydrocarbures du Tchad, ainsi qu'avec deux autres compagnies pétrolières opérant au Tchad, Glencore et la filiale au Tchad de la China National Petroleum Company. Cette association de l'industrie fournit un forum aux producteurs pour aborder des questions importantes relatives au développement et à la production au Tchad, notamment une réduction sensible des coûts d'exploitation par un partage des ressources de service à travers l'industrie. Dans cette optique, EEPCL a loué son camp de forage de la base de Komé à la société de services Schlumberger afin que celle-ci puisse apporter son soutien à plusieurs compagnies à partir de cet endroit et réduire nos coûts d'exploitation par la même occasion.

En 2016, nous continuerons à adapter nos activités à l'évolution de la conjoncture économique. Nous reconnaissons que nous avons été un contributeur clé de l'économie tchadienne pendant de nombreuses années, et nous nous emploierons à continuer à assumer ce rôle. Bien que ce soit une période difficile pour notre industrie, nous savons que les prix du pétrole se sont redressés après la forte baisse en 2009 ainsi qu'après bien d'autres baisses dans le passé. Entre temps, nous estimons qu'EEPCl est bien placée pour affronter un contexte pluriannuel de faibles prix. A l'avenir, nous nous proposons de renforcer encore plus notre position en continuant à trouver de nouveaux moyens de réduire davantage les coûts d'exploitation et à maximiser en même temps la production de nos champs pétroliers.

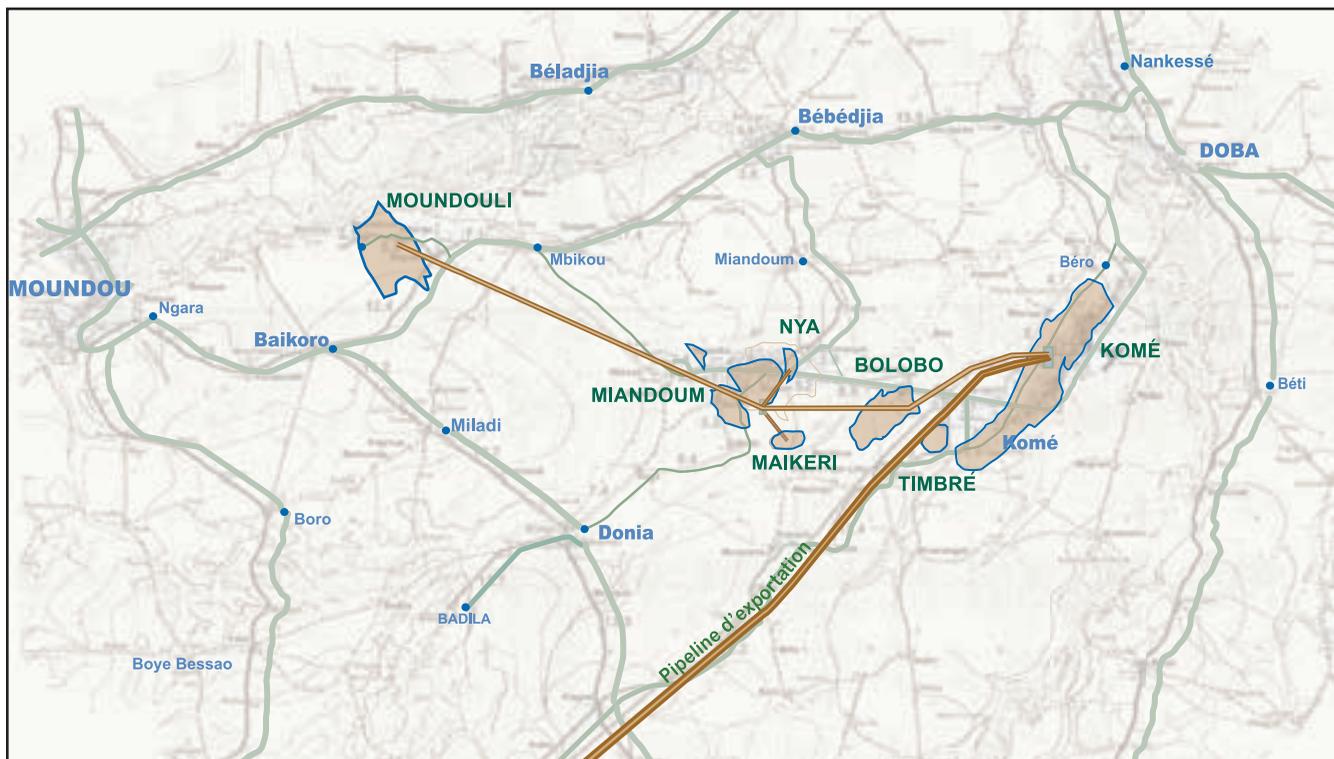
Salutations distinguées,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lenoble', written in a cursive style.

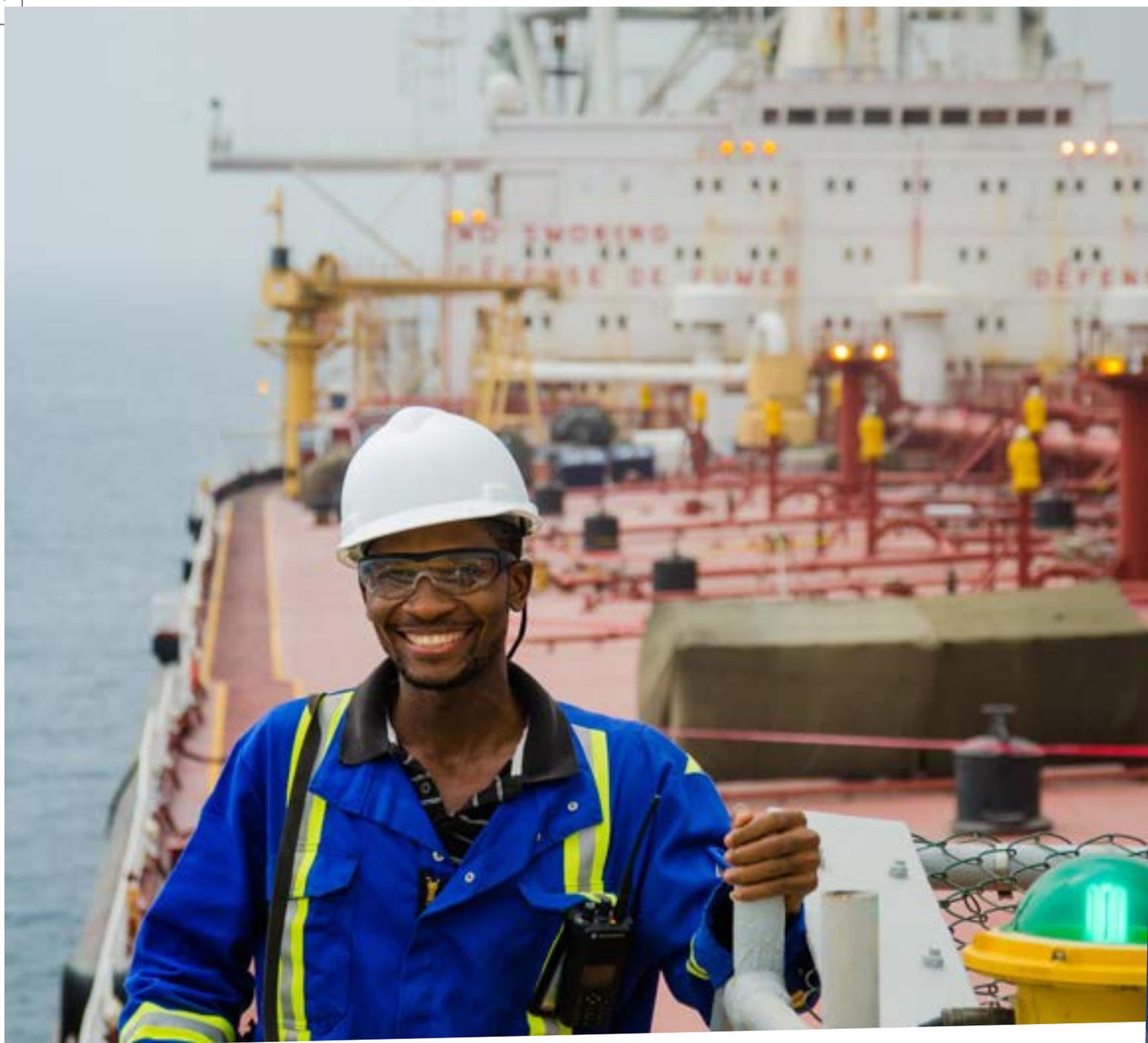
Christian Lenoble  
Directeur général  
Esso Exploration and Production Chad, Inc.



Projet de développement Tchad/Cameroun, Zone du Projet



Projet de développement Tchad/Cameroun, Vue d'ensemble de la zone pétrolière



## PRODUCTION ET OPÉRATIONS

Avec le brut des nouveaux expéditeurs circulant dans le pipeline en 2015, le système de transport et d'exportation (ETS) a livré la plus grande quantité de pétrole du Tchad sur les marchés mondiaux en sept ans, tout en réduisant les frais que les expéditeurs paient pour transporter chaque baril. Les ingénieurs au Tchad, au Cameroun et aux Etats-Unis s'emploient à faire en sorte que le système continue à avoir la capacité de transporter des quantités croissantes de brut de différentes qualités produit actuellement par trois compagnies pétrolières internationales au Tchad.

Parallèlement, Esso Exploration and Production Company Inc. a pris un certain nombre de mesures pour maximiser la récupération de pétrole de ses 686 puits de production tout en minimisant ses dépenses d'investissement et d'exploitation, compte tenu des défis des marchés du pétrole à travers le monde. Ces mesures ont consisté notamment à suspendre le forage de nouveaux puits tout en supprimant les goulots d'étranglement techniques de la production; à intensifier l'entretien des puits existants; et à rechercher de nouvelles techniques pour débloquer la quantité de brut récupérable de ces puits.



## REMISE EN SERVICE D'UN APPAREIL DEDIE A L'ENTRETIEN DES PUITIS

De concert avec la décision de réduire les coûts d'exploitation en suspendant le forage de nouveaux puits de pétrole, l'équipe de production d'EEPCI a recentré ses efforts sur la maximisation de la productivité de ses puits actuels au moyen d'un entretien rigoureux et des activités de diagnostic appelés travaux sur puits (*well work*).

En novembre 2015, EEPCI a décidé de reprendre les opérations associées à son appareil de travaux sur puits, Toumaï, qui avait été mis hors service en octobre 2014, le Projet à cette époque ayant mis l'accent sur le forage de nouveaux puits. Malgré un nouveau sous-traitant et une nouvelle équipe de service, la remise en service de l'appareil, qui permettra d'exécuter des travaux sur environ 10 puits par mois, s'est effectuée en toute sécurité, n'enregistrant aucun incident avec arrêt de travail (LTI) depuis qu'il est entré en service. L'appareil aidera à maintenir et à réparer les puits et leurs composantes et facilitera l'étude de la dynamique des puits visant à assurer une récupération maximale.

## LA FIABILITE DES POMPES MINIMISE LE TEMPS D'ARRET DES PUITIS

Toumaï, l'appareil des travaux sur puits a été remis en service pour garantir une réparation rapide des puits et des équipements de fond de puits, tels que les pompes servant à faire remonter le pétrole à la surface. Cette décision est en ligne avec la priorité de longue date du Projet qui consiste à minimiser les temps d'arrêt causés par les défaillances des pompes. Bien que les défaillances des pompes soient normales au sein de l'industrie, le taux de fiabilité des pompes d'EEPCI est très favorable par rapport aux statistiques de l'industrie. La compagnie de production a atteint ce record malgré des problèmes de fiabilité qui sont uniques au bassin de Doba, tels que la haute viscosité du brut et la qualité sablonneuse du sol, deux éléments qui obligent les pompes à fournir un plus grand effort. En 2015, EEPCI a amélioré son record historique déjà solide en réalisant 20 % de défaillances en moins que le nombre de défaillances envisagé pour l'année. Les ingénieurs des travaux sur puits d'EEPCI attribuent ce succès à trois facteurs:

- **Surveillance et optimisation** : un programme de surveillance solide permet à l'équipe de constamment contrôler la base complète des actifs, d'identifier rapidement les puits problématiques et d'effectuer les ajustements nécessaires sur une base quotidienne. Quand une pompe fonctionne en dehors des paramètres normaux, l'équipe intervient à distance si des ajustements électroniques sont nécessaires ou mécaniquement si une visite au site du puits s'impose.
- **Une solide planification des travaux sur puits** : une approche stratégique pour l'installation des pompes et l'entretien des puits garantit que les conditions dans les puits demeurent optimales pour une production constante et un bon fonctionnement des pompes.
- **Une analyse rigoureuse** : si une pompe tombe en panne, l'équipe analysera à la fois l'équipement et les conditions dans lesquelles la défaillance s'est produite. Les enseignements tirés de l'Analyse des causes profondes des défaillances servent à continuellement améliorer les performances.



■ « *Chaque puits a sa propre personnalité. Mon travail consiste à préparer le plan des travaux sur puits pour résoudre tout problème associé à un puits et pour travailler dans les limites de chaque puits. Comme une pompe défaillante entraîne des frais, les maintenir en bon état de fonctionnement permet de faire de substantielles économies.* » – PEBAH SOBDIBE, Ingénieur des travaux sur puits, EEPCI

## LE PROGRAMME PILOTE DESTINE A ACCROITRE LE PETROLE RECUPERABLE S'AVERE PROMETTEUR

Le programme pilote de polymères, qui a commencé à la fin 2014, a révélé des possibilités prometteuses pour accroître la quantité de pétrole qui peut être récupérée de chaque puits. La technique, souvent appelée injection de polymères, implique l'utilisation de polymères non toxiques afin d'augmenter la viscosité de l'eau produite qui est réinjectée dans les réservoirs de pétrole pour maintenir la pression, activant de ce fait une production additionnelle. Ceci peut être particulièrement utile pour améliorer la récupération du pétrole plus lourd comme celui qui se trouve dans les gisements de Doba.

Sur le site des essais pilotes de polymères d'EEPCI, une variété d'essais est effectuée pour déterminer la viscosité et les autres propriétés de la solution de polymère avant qu'elle ne soit réinjectée, ainsi que la quantité et les propriétés des liquides résultants produits par les trois puits d'essai. Les données résultantes sont envoyées à une équipe d'ingénieurs de réservoir à Komé, N'Djamena et Houston à des fins d'analyse et de détermination des étapes ultérieures.

Ce programme pilote multiphase a donné des résultats techniques positifs sur les puits d'essai initiaux – une première étape nécessaire. Lorsqu'une analyse complète de l'efficacité de cette technique dans différentes structures de puits sera terminée, la rentabilité des différentes approches relatives à l'application sera étudiée avant que le programme ne soit mis en œuvre à plus grande échelle.



### RESULTATS DE LA PRODUCTION DE 2015 EEPCI

- 541** millions de barils de pétrole produits par EEPCI depuis octobre 2003
- 37** nouveaux puits ajoutés préalablement à la suspension du forage
- 686** puits de production en service à la fin de l'année
- 60** puits d'injection d'eau en service à la fin de l'année
- 493** procédures de reconditionnement et d'amélioration sur des puits réalisées

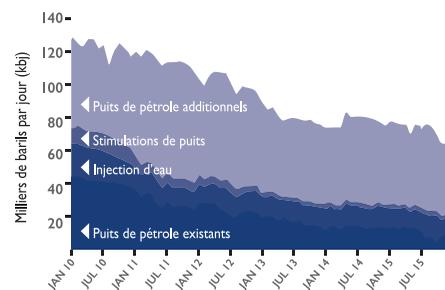
## LES EFFORTS DE DEGOULOTTAGE PORTENT FRUIT

Deux initiatives pour éliminer les goulots d'étranglement des opérations d'alimentation dans la zone de développement des champs pétroliers (OFDA) – les liquides LK et la combustion du pétrole brut – ont donné des résultats positifs tout au long de 2015.

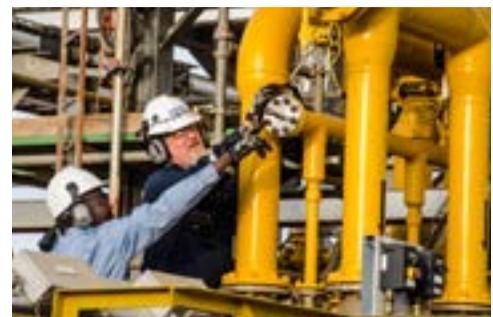
Grâce au projet des liquides LK, la production de gaz naturel de plusieurs puits de gaz de l'OFDA a été maximisée pour permettre d'exploiter la centrale électrique au centre des opérations Komé 5 d'EEPCI qui alimente toutes les opérations de production. Ces puits de gaz sont en service depuis des années, mais tout comme dans le cas des puits arrivés à maturité, la production commence à diminuer, et des équipements deviennent nécessaires pour aider à faire remonter le gaz et à le transporter. Cette initiative s'appelle projet de liquides LK parce que le gaz provient d'une zone géologique du Crétacé inférieur (LK), qui requiert des puits plus profonds pour y accéder.

Outre l'accroissement de l'approvisionnement en gaz, EEPCI a converti une de ses quatre turbines afin de la faire fonctionner au pétrole brut plutôt qu'au gaz ou au diesel en vue d'assurer une alimentation constante et rentable de la centrale électrique. Ensemble, ces deux initiatives réduisent considérablement les risques d'interruption de la production de pétrole dues aux pénuries de gaz ou de diesel, si l'une d'elles se produisait. Elles permettent aussi aux opérations de production d'être principalement alimentées par des sources de carburant bon marché, à savoir le gaz et le brut qui sont produits par les puits existants du Projet.

TABLEAU DE PRODUCTION EEPCI



À la fin de l'année 2015, les investissements de soutien de la production contribuaient pour 63 000 barils par jour à la production de brut. Sans les investissements du Consortium, la production serait tombée à moins de 10 500 barils par jour - soit 14 % du rendement moyen actuel de 2015 qui est tout juste de 73 000 barils par jour - en raison du déclin naturel de la production de base.



Des unités de récupération de la phase gazeuse ont été mises en place dans l'installation centrale de traitement pour recueillir l'excédent de gaz des puits de production devant être utilisé dans la centrale électrique principale.

### RÉALISATIONS DE TOTCO EN 2015

- Exportation d'un volume record de pétrole par l'ETS attribuable à l'ajout de nouveaux expéditeurs, impactant favorablement le coût de transport d'un baril.
- Adaptation des effectifs de la société à l'évolution des besoins opérationnels (32 employés à la fin de l'exercice 2015) et constitution d'une équipe solide lors de ce processus.
- Nationalisation continue des postes, y compris dans des domaines spécialisés tels que la métrologie où six Tchadiens ont été embauchés et formés.
- Fiabilité du transport de volumes des clients, sans incident, sans surestaries ni impact sur la production.
- Renforcement de la sécurité de toutes les opérations par le biais d'investissements et d'une coordination améliorée avec toutes les parties prenantes.



### MAINTIEN DE L'INTÉGRITÉ DES RÉSERVOIRS DE STOCKAGE DU FSO



Pendant un cycle quinquennal, les 27 réservoirs de stockage de pétrole et les deux réservoirs de stockage d'eau de ballast du terminal flottant de stockage et de déchargement (FSO) sont soumis à une inspection interne minutieuse et de proximité. Une équipe hautement qualifiée de spécialistes en accès par cordes engagée procède à cette inspection, qui est

requise par les réglementations maritimes internationales. Pour vérifier la bonne intégrité structurale, les inspections incluent une observation visuelle méticuleuse et des tests de mesure d'épaisseur des structures d'acier qui mettent particulièrement l'accent sur les zones de contrainte élevée de chacun des réservoirs.

Un calendrier d'inspection structurée est établi pour chacun des réservoirs. Chaque réservoir (un à la suite de l'autre) est mis hors service, nettoyé et préparé en vue d'une inspection, par rotation. Les équipes opérationnelles et d'entretien du FSO préparent les réservoirs pour offrir un accès en toute sécurité et travaillent en étroite collaboration avec l'organisme internationalement renommé en matière de tests, d'inspection et de certification, Bureau Veritas, pour s'assurer que le FSO maintient une intégrité structurale sûre et respecte les critères de sa catégorie.

### INSPECTION SOUS-MARINE DU FSO

A l'extrémité sud-ouest du pipeline de pétrole de 1 070 kilomètres se trouve le terminal flottant de stockage et de déchargement (FSO) [d'une capacité] de 357 000 tonnes. Veiller à ce que le FSO reste opérationnel constitue une priorité absolue pour COTCO, car si le FSO n'est pas en mesure de recevoir et de stocker du brut, la production de pétrole du Tchad devra s'arrêter.

En 2015, la coque et d'autres parties du FSO devaient être inspectées pour s'assurer que le terminal est toujours en bon état. Pour effectuer cette tâche, COTCO a procédé à une inspection sous-marine au lieu d'une mise en cale sèche (UWILD) ce qui évitait de devoir mettre le navire en cale sèche et de provoquer un arrêt de la production pendant une période prolongée. Le processus UWILD fait intervenir des plongeurs en scaphandre certifiés effectuant plusieurs inspections sous-marines de différents types pour vérifier l'intégrité de la coque. Par ailleurs, les soupapes du système de refroidissement d'eau de mer du FSO, ainsi que les conduites d'aspiration et les conduites d'évacuation vers l'extérieur ont toutes été inspectées en 2015.

L'inspection devait prendre 60 jours, mais une planification et une gestion soigneuses ont permis d'effectuer le travail en 32 jours, réduisant de ce fait les risques et les coûts.

### CHARGEMENTS À PARTIR DU TERMINAL MARITIME<sup>1</sup>

	2015	TOTAL À CE JOUR
MILLIONS DE BARILS	47	566
CHARGEMENTS PÉTROLIERS D'EXPORTATION	50	620

1. Inclut le brut produit par EEPIC, CNPCIC et Glencore.



## PLAN DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les activités du Projet sont régies par l'un des Plans de Gestion de l'Environnement (PGE) les plus rigoureux de l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Le PGE a été élaboré en consultation avec des experts environnementaux et culturels, des économistes, les gouvernements du Tchad et du Cameroun, des ONG, la Banque mondiale et les communautés locales. Il contient des indications précises et détaillées sur un large éventail de protections environnementales et socio-économiques ainsi que des mesures d'atténuation que le Projet doit mettre en œuvre dans les zones d'exploitation.

En 2015 le Projet a continué à fournir des fonds, de l'équipement et à contribuer le temps de ses employés à l'un de ses programmes les plus importants, la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC). Pendant des années, FEDEC a travaillé avec des ONG à protéger la biodiversité des parcs nationaux camerounais et aider les populations autochtones dans plusieurs parties du pays.

La solide performance environnementale du Projet s'est poursuivie en 2015 puisque, pour la troisième année consécutive, il n'y a eu aucune situation de non-conformité de niveau deux ou trois.



## UNE PROCEDURE DE MEDIATION VOLONTAIRE PERMET DE REGLER LES LITIGES PRESENTANT DES DIFFICULTES

En élaborant le Plan de gestion de l'Environnement (PGE), le Projet reconnaissait que certains problèmes avec les communautés locales et d'autres parties prenantes pourraient s'avérer difficiles à régler et a défini une procédure de médiation volontaire qui pourrait être utile. Au fil des ans, le processus de résolution des différends a revêtu diverses formes.

En 2005, COTCO a mis sur pied une plateforme de consultation et de coopération, qui réunissait le Projet, des ONG axées sur les communautés et le gouvernement du Cameroun. Elle s'est avérée un instrument efficace pour régler les problèmes. En 2013, quand le processus de la plateforme a pris fin, il ne restait seulement qu'un petit nombre de différends non réglés. La plupart des affaires restantes ont été réglées et les trois derniers litiges au Cameroun sont actuellement soumis à une procédure de médiation du Bureau du conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO) de la Banque mondiale.

■ « Le CAO peut jouer un rôle lorsque deux parties ont de la difficulté à régler les questions par elles-mêmes. En tant que tierce partie crédible et neutre, notre tâche consiste à faciliter une discussion, ce qui peut demander un travail considérable, non seulement pendant des réunions directes, mais aussi à travers tous les travaux hors ligne ainsi que du travail de fond, nécessaire pour préparer les deux parties à dialoguer valablement. » – ANDREW MARSHALL, Médiateur CAO, Banque mondiale

## RESOLUTION SATISFAISANTE PAR VOIE DE MEDIATION D'UNE AFFAIRE DE TERRE AGRICOLE ENDOMMAGEE

Un cas de médiation satisfaisante concerne un agriculteur, Paul Nzougo, qui prétendait qu'un camp de construction situé relativement près de sa terre agricole avait eu des répercussions négatives sur le rendement de sa terre. Une plainte laissait notamment entendre que les eaux de ruissellement du camp de construction qui était alors fermé et remis en état, inondaient sa terre agricole, de sorte qu'il lui était impossible de cultiver celle-ci pendant la saison des pluies.

A la suite d'une série de rencontres et de discussions, le CAO a aidé les parties à parvenir à un règlement en créant un drainage à ciel ouvert des eaux de ruissellement, en aidant l'agriculteur à défricher un espace de trois hectares dans un secteur à proximité pour une nouvelle terre agricole et en lui fournissant des outils et des jeunes plants d'arbres fruitiers, des plants de bananes et de cacao. La société a, en outre, fourni des fonds à l'agriculteur afin qu'il embauche des travailleurs locaux pour l'aider à défricher cette nouvelle terre agricole.



■ « Je suis content de cette nouvelle parcelle de terre qui est bien située, et les gens sont reconnaissants du travail qu'ils ont obtenu en défrichant cette terre pour sa remise en culture. COTCO a tenu son engagement, et nous sommes vraiment heureux d'avoir cette terre cultivable, une scie à chaîne pour l'entretenir et des cultures pour démarrer l'exploitation. » – PAUL NZOUGO, Village de Ndtoua

## FONDATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT AU CAMEROUN

En 2000, COTCO a fait un don de 3,5 millions \$ pour créer une fondation visant à protéger la biodiversité de deux parcs nationaux du Cameroun et à administrer un Programme pour les populations autochtones (IPP) conçu au profit des peuples Bakola/Bagyeli vivant dans la zone forestière entre Kribi et Lolodorf. La fondation, qui a été créée pour compenser les impacts environnementaux et socio-économiques causés par la construction et l'exploitation du pipeline, remplit sa mission depuis lors. Au cours des années suivantes, COTCO a fait des dons additionnels, portant le total du soutien financier à la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, appelée aussi FEDEC, à 6,5 millions \$.

Au cours des 15 dernières années, la FEDEC s'est développée et a évolué au fur et à mesure qu'elle s'employait à développer une étroite collaboration avec les ministères compétents du gouvernement camerounais, à accroître l'efficacité des programmes qu'elle soutient et à identifier des sources additionnelles de financement.



## PROTECTION DE LA BIODIVERSITE DU PARC NATIONAL DE CAMPO MA'AN

Le financement fourni par FEDEC et un partenariat avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) contribuent depuis 2000 au soutien de la conservation, de la lutte contre le braconnage et de la protection de la biodiversité du Parc national de Campo Ma'an au Cameroun. Le parc, une réserve environnementale s'étendant sur 250 000 hectares au sud-ouest du Cameroun, abrite 80 espèces de mammifères, tels que des éléphants des forêts, des léopards et des gorilles, ainsi que des centaines d'espèces d'oiseaux, de reptiles et de poissons. La superficie totale du parc national et de la zone tampon qui l'entoure est d'environ 700 000 hectares. FEDEC travaille aussi de manière similaire avec la Société pour la Conservation de la Faune pour protéger la biodiversité du Parc national Mbam et Djerem, dans le centre du Cameroun.

FEDEC fournit un soutien financier et matériel continu au WWF, qui travaille avec le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun pour gérer et protéger le parc. WWF, qui a un bureau à l'intérieur du parc, élabore des stratégies relatives à la gestion du parc et aux patrouilles anti-braconnage et effectue des recherches scientifiques sur les inventaires fauniques et le profil socioéconomique des personnes qui vivent à proximité des zones protégées.



WWF et le Gouvernement camerounais ont pris récemment des initiatives pour mobiliser davantage les populations autochtones et les autres personnes vivant près de la forêt afin d'aider à protéger ce secteur. Dans le cadre de cet effort, un centre d'écotourisme a récemment été construit comme projet pilote pour favoriser des solutions de rechange au braconnage pour les populations locales. Le centre, situé à proximité d'une section idyllique du fleuve Ntem, en bordure de la forêt tropicale protégée, vise à aider le village avoisinant d'Ebiangmeyong à générer des revenus en servant de la nourriture et des rafraîchissements aux visiteurs du parc. FEDEC évalue actuellement le projet pilote pour déterminer l'efficacité de cette approche.

Outre un don annuel de 100 000 \$ à FEDEC pour soutenir cette œuvre, COTCO a également financé la construction d'un poste de garde et donné plusieurs véhicules et des équipements pour soutenir le parc. Ci-dessus une des équipes anti-braconnage du parc voyageant dans un véhicule récemment donné par COTCO, contrôle un véhicule suspect à l'intérieur du parc.



■ « Notre principale mission est d'accueillir les touristes dans cet endroit. La chasse est désormais interdite, et le centre est important pour la protection de la forêt et des animaux; il nous incite aussi à modifier notre mode de vie. Avec l'aide du ministère et assez de visiteurs, notre association réussira et se développera. » – NSOM ONDO ANDRE TAYLOR, Président, Association pour la valorisation des chutes de Memvele



■ « Les contributions de FEDEC sont très importantes pour la protection de cette forêt et de sa biodiversité. Il serait bon que d'autres compagnies au Cameroun soient soumises aux mêmes normes que celles que COTCO adopte. » – ENONKU MANASSEH, Directeur de programme de Campo Ma'an, Fonds mondial pour la nature



■ « Quand le pipeline était en cours de construction, ils ont réalisé que l'écosystème de Campo Ma'an était très semblable à celui des terres impactées par le pipeline, donc soutenir Campo Ma'an Park était une bonne occasion de conserver la biodiversité. L'accord conclu entre COTCO, FEDEC et le gouvernement est un modèle important d'obtention de financement pour les efforts déployés à Campo Ma'an depuis longtemps. » – SOCK BENJAMIN, Conservateur, Campo Ma'an, Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun

## UN DOMICILE TEMPORAIRE POUR LES ENFANTS BAKOLA/BAGYELI ET BANTU

Les Bakola/Bagyeli, populations autochtones que l'on appelle parfois Pygmées, vivent à proximité du pipeline de COTCO dans la forêt tropicale entre Kribi et Lolodorf. Leur mode de vie traditionnel peut être essentiellement nomade, car ils se rendent souvent au plus profond de la forêt pendant des semaines, voire des mois durant pour se procurer de la nourriture et chasser. Ils font face à de nombreuses difficultés, notamment à l'insécurité alimentaire, à des tensions culturelles avec la majorité de la population bantou et ils éprouvent également des difficultés à avoir accès aux établissements de santé et d'enseignement. Ces problèmes contribuent tous à une espérance de vie réduite et à une mortalité infantile élevée.

Dans le cadre de son programme pour les populations autochtones (IPP), qui visait à s'attaquer à certains de ces problèmes, FEDEC a décidé de soutenir les efforts de la communauté locale en 2009 pour relancer le Foyer Ngoyang, un refuge qui offre l'hébergement, des repas et des soins aux enfants Bakola/Bagyeli pendant que leurs parents sont partis. Le Foyer, situé dans le village de Ngoyang, vise à montrer que les Bakola/Bagyeli et Bantu peuvent vivre ensemble sur un pied d'égalité, et il offre un endroit stable depuis lequel les enfants peuvent aller régulièrement à l'école publique de la région aux côtés des enfants Bantu. Il y a quatre gardiens à plein temps – deux Bakola/Bagyeli et deux Bantu. A la fin de 2015, 60 élèves Bakola/Bagyeli y résidaient, soit le plus grand nombre d'élèves depuis l'ouverture du Foyer.

Avec l'aide de son partenaire de mise en œuvre du programme IPP, le Centre International d'Appui au Développement Durable (CIAD), FEDEC a appuyé les efforts communautaires visant à créer une association chargée de gérer le Foyer qui est dirigée conjointement par des représentants Bakola/Bagyeli et Bantu. Les deux organisations dispensent actuellement une formation à l'association communautaire dans le but que cette dernière prenne ultimement en charge la gestion du programme du Foyer.

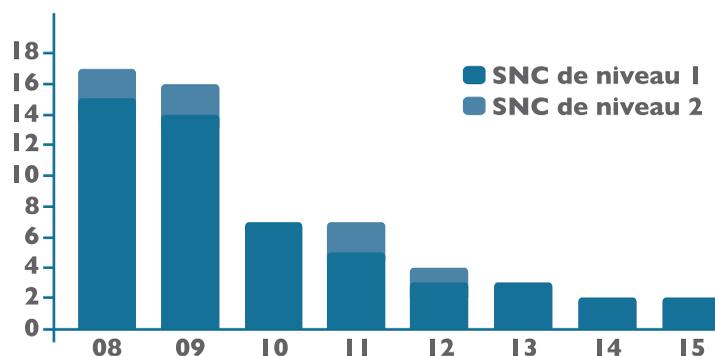
■ « Il s'agit d'un effort à long terme, et il faudra attendre un certain temps avant d'en voir les résultats, car nous essayons de provoquer un changement culturel au sein des deux communautés Bantu et Bakola/Bagyeli. Mais notre but est que les Bakola/Bagyeli puissent, s'ils le souhaitent, avoir les mêmes opportunités que les Bantu et soient prêts à en tirer parti. » – SERGE MBERE, Coordinateur du Programme, FEDEC



■ « Les Pygmées vivaient tous auparavant dans la brousse où ils faisaient face à beaucoup de problèmes. C'est pourquoi le village de Ngoyang a décidé d'essayer de les aider en leur donnant quelques terres. Et lorsque FEDEC et COTCO sont venues à notre rescousse, nous avons constaté un changement vraiment positif. La mission commune de l'association est que nos enfants puissent un jour travailler pour le gouvernement et des compagnies privées. La préparation de nos enfants Bantu et Bakola/Bagyeli à la réussite ne peut être que bénéfique pour notre région. » – OWENA GUILLAUME, Vice-président, Association de gestion du Foyer Ngoyang

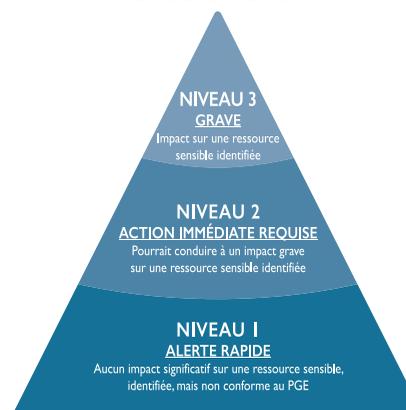


### SITUATIONS DE NON-CONFORMITÉ



Le PGE exige que soient signalés tous les déversements égaux ou supérieurs à un baril de pétrole, à 10 barils d'eau produite ou à 100 kilogrammes de produits chimiques. En 2015, EEPCL a enregistré deux déversements mineurs correspondant à un total de six barils de pétrole. Dans les deux cas, le pétrole et le sol contaminé ont été nettoyés. Plusieurs modifications ont été apportées aux systèmes d'équipements pour éviter que de tels événements ne se reproduisent à l'avenir.

### SITUATIONS DE PGE A SIGNALER – SITUATIONS DE NON-CONFORMITE ET DEVERSEMENTS



Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) comprend des normes pour rapporter les situations de non-conformité (SNC). Le système de classement à trois niveaux est conçu comme un système d'alerte rapide pour détecter les problèmes et faciliter la rectification des comportements et pratiques non conformes bien avant qu'ils ne deviennent assez graves pour causer des dommages. Le Projet n'a enregistré aucune SNC de niveau II ou III en 2015.



## PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

Une des nombreuses façons dont le Projet protège l'environnement est de maintenir l'intégrité du pipeline souterrain de plus de 1 000 kilomètres, qui s'étend de la zone des champs pétroliers au sud du Tchad jusqu'à la côte du Cameroun. Pour ce faire, les deux sociétés de pipelines, COTCO et TOTCO, mettent en œuvre tout au long de l'année de multiples programmes de surveillance et d'entretien qui vont de la surveillance aérienne à la formation en passant par l'embauche de villageois locaux pour patrouiller l'emprise du pipeline à pied.

L'élimination sûre des déchets est une autre priorité environnementale. En 2015, EEPCL a lancé un programme en collaboration avec l'ONG Africare en vue d'embaucher une main-d'œuvre locale qui utilisera la technologie de compostage pour transformer les déchets alimentaires en engrais de haute qualité à l'intention des agriculteurs locaux. Lors de cette opération, la connaissance relative au procédé de compostage a été diffusée dans plusieurs villages de la région.

## PROTEGER L'ENVIRONNEMENT EN MAINTENANT L'INTEGRITE DE L'EMPRISE DU PIPELINE

Pour maintenir l'intégrité du pipeline enterré et assurer un accès à son emprise, la servitude de 10 mètres de large du pipeline tant au Tchad qu'au Cameroun doit être dégagée des herbes et des arbustes à racines profondes plusieurs fois par an. En plus de protéger l'environnement en assurant la sûreté du pipeline, la coupe des herbes crée des opportunités d'embauche pour les villageois locaux dans les deux pays pour du travail à temps partiel.

Pour effectuer ce travail le long du tronçon tchadien de 178 kilomètres de pipeline, TOTCO passe un contrat avec CLEJOTO, une entreprise tchadienne basée à Doba. Quand vient le temps de couper l'herbe et d'enlever les arbustes, les représentants de la compagnie rencontrent les chefs de canton, qui organisent une loterie pour le travail concerné à travers 102 villages le long du tronçon tchadien. Le PGE requiert ce processus pour s'assurer que tout le monde a une chance équitable de gagner le revenu créé par ces emplois.



Une séance typique de fauchage d'herbes de TOTCO emploie des douzaines de personnes, travaillant en équipes à différents endroits, le long du pipeline. Au fur et à mesure que le travail tire à sa fin dans une section, l'embauche commence en aval du pipeline et le processus se poursuit pendant environ deux mois.



■ « Chacun dans mon village serait content d'avoir cet emploi, et je suis heureux d'avoir été choisi, car je peux ainsi gagner un peu d'argent pour la nourriture et les frais de scolarité de mes enfants. Ce travail est important, car si nous n'entretenons pas régulièrement ce secteur, le feu pourrait éventuellement endommager le pipeline et le câble de fibre optique. Quand nous coupons l'herbe, nous sommes aussi formés pour observer et signaler les problèmes et les activités suspectes. »  
– MOUSSA VALERY, Village de Dildo, Canton de Bero

## UNE FORMATION PERIODIQUE FAIT EN SORTE QUE LES PATROUILLEURS A PIED RESTENT VIGILANTS ET PRUDENTS

Outre l'entretien périodique de la végétation le long du pipeline, COTCO et TOTCO ont recours à des patrouilles à pied qui sont effectuées par des travailleurs qualifiés des villages situés le long de l'emprise, pour veiller à l'intégrité du pipeline de 1 070 kilomètres de long. Au Tchad, les patrouilles à pieds sont effectuées deux fois par mois sur toute la longueur de l'emprise avec des équipes signalant tout problème potentiel, comme l'érosion, une activité non autorisée et une infrastructure exposée, telle que la canalisation ou le câble de fibre optique déployé sur toute la longueur du pipeline.

Les équipes de patrouille à pied font l'objet d'une rotation tous les six mois pour que le plus grand nombre de personnes possible aient la chance d'avoir un emploi. En mobilisant les communautés locales dans ces patrouilles à pied, le Projet a constaté que les résidents s'investissent généralement davantage à préserver la sûreté du pipeline et à maintenir un lien positif avec la société. Au cours d'une année, des douzaines de villageois sont susceptibles d'être employés par le programme de patrouille à pied. Les coordinateurs de patrouilles sont employés à plein temps et reçoivent une formation en classe consécutive à l'embauche, de même que des formations périodiques d'appoint.



■ « Outre les leçons en classe, le travail de formation que nous faisons ici sur le terrain est très important pour rester au courant de tout afin que nous puissions nous assurer que les patrouilles à pied sont efficaces, même si nous avons de nouvelles équipes. » – Djekoundagom Sadrak, Coordinateur de patrouilles à pied (à droite)

## TRANSFORMATION DES DÉCHETS ALIMENTAIRES EN ENGRAIS UTILE

Le Département des services généraux d'EEPCI est chargé de nourrir des centaines de travailleurs dans la zone de développement des champs pétroliers (OFDA), et d'éliminer quotidiennement les déchets alimentaires qui y sont associés. En se fondant sur un programme plus modeste commencé en 2013, les Services généraux ont conclu un contrat en mars avec l'ONG internationale Africare visant à utiliser la technologie du compostage pour transformer leurs déchets alimentaires et d'autres matières organiques en engrais de haute qualité destiné aux agriculteurs locaux. Le contrat exige qu'Africare emploie une main-d'œuvre locale pour produire l'engrais, de sorte que le programme offre de multiples avantages, à savoir :

- Élimination des déchets de manière opportune et environnementalement responsable
- Un approvisionnement en engrais de qualité distribué gratuitement aux agriculteurs locaux pendant toute l'année
- Des emplois pour les personnes vivant dans l'OFDA
- Aucune augmentation des coûts d'élimination par rapport aux autres méthodes
- Transmission de connaissances aux employés du programme sur la technologie du compostage qu'ils peuvent partager avec leurs communautés

En vertu de cet arrangement, EEPCI fournit des déchets organiques et de la végétation provenant de la coupe et du débroussaillage dans ses propriétés. La société a construit une installation dédiée pour le programme de compostage et a fait don de deux véhicules servant à distribuer l'engrais aux agriculteurs de l'OFDA. L'équipe du PGE d'EEPCI apprend aussi aux agriculteurs à faire leur propre compost à partir des matériaux que l'on trouve facilement dans la région. Pour en savoir plus, veuillez consulter le chapitre Occupation des terres et compensation du présent rapport.



**ENCADRE : EN SEULEMENT NEUF MOIS, EEPCI A CONVERTI SES DÉCHETS ALIMENTAIRES EN PLUS DE 200 TONNES D'ENGRAIS UTILE.**

■ « C'est une approche unique au Tchad – prendre une large source de matière organique et créer une grande quantité d'engrais pour la distribuer aux agriculteurs qui sont affectés par le Projet dans la région. » – NJONG JAMES KONGNYUI, Responsable, Africare, Doba, Région du Logone oriental



■ « Tous les agriculteurs veulent ce compost, car ceux qui l'ont utilisé disent que leurs rendements est bien plus grand. En travaillant ici, j'ai aussi appris à faire ce compost et nous espérons en créer pour nous même à l'avenir. » – ROSALIE MRAMROMPI, Village de Komé

## GESTION DES INTERACTIONS DES TIERS

Le nombre d'interactions associées au développement foncier et aux activités de construction à proximité du tracé du pipeline ne cesse d'augmenter, surtout dans la zone à l'intérieur et autour de la ville côtière de Kribi, ce qui nécessite une vigilance accrue de la part de COTCO pour assurer l'intégrité du pipeline. Alors que l'accès à l'emprise est autorisé le long de la plupart des parties du pipeline, certaines restrictions sont nécessaires pour que le pipeline reste sécurisé.

Bien que certaines de ces interactions puissent être illégales et potentiellement néfastes au pipeline, bon nombre d'entre elles constituent des développements positifs résultant de l'économie du Cameroun qui ne cesse de croître. Habituellement, COTCO est en mesure de travailler avec le gouvernement camerounais et les développeurs pour parvenir à une solution acceptable qui ne fait pas obstacle à une construction sûre, responsable à proximité du pipeline. Dans certains cas, cependant, si une activité n'est pas autorisée ou qu'elle pourrait avoir des répercussions négatives sur le pipeline, COTCO peut ordonner l'arrêt immédiat des travaux.



■ « Ce qui est le plus important ici, ce sont nos relations. Nous sommes toujours en contact avec les communautés locales et avec des autorités administratives de différents niveaux. Du fait de cette communication continue au fil des ans, toutes les communautés qui se trouvent à proximité du pipeline savent quelles sont nos politiques. » – OSCAR DANDE, Responsable des relations avec les communautés, COTCO (région de Kribi)



Un nouveau système de distribution d'eau municipale pour Kribi qui est cours de construction traversera le pipeline de COTCO au moins une fois, ce qui nécessite que la compagnie distributrice des eaux et COTCO collaborent pour développer une solution technique pour le croisement.

## GESTION DES RISQUES CREEES PAR LE PROJET HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR

En 2015, COTCO a instauré un processus formel de gestion du changement pour s'assurer que la société était prête à faire face aux risques potentiels d'exploitation du pipeline créés par le projet hydroélectrique de Lom Pangar du Gouvernement camerounais.

Ce projet hydroélectrique concerne la construction par le Cameroun d'un barrage hydroélectrique au confluent des fleuves Lom et Pangar et d'un réservoir de 590 kilomètres carrés. Comme le réservoir se trouve dans un secteur traversé par le pipeline de pétrole, COTCO a accepté de modifier des sections de 13 kilomètres du pipeline, dont des parties seront submergées sous le réservoir nouvellement créé. COTCO a terminé son effort sur deux ans de modification du pipeline en 2014. Comme le barrage réservoir devrait être achevé à la mi-2016, la société a mis l'accent sur l'adaptation des procédures d'exploitation du pipeline à la zone submergée, dont une partie se trouve près du Parc national de Deng Deng écologiquement vulnérable.

Le processus de gestion du changement exige qu'un certain nombre d'équipes opérationnelles évaluent si des procédures doivent être modifiées pour maintenir une exploitation normale du pipeline et s'il faut élaborer des plans d'intervention pour de nouveaux scénarios relatifs à des problèmes opérationnels éventuels, y compris les cas même extrêmement improbables, tels qu'un déversement du pipeline immergé ou une rupture du barrage.



■ « En suivant ce processus du changement, nous sécurisons l'intégrité du pipeline dans de nouvelles conditions, et ce faisant, nous protégeons la population, l'environnement et la solide réputation dont nous jouissons à titre d'opérateurs de pipeline compétents. »  
– ANDRE BELLE, Superviseur règlementaire PGE et Surveillant foncier, COTCO

## FORMATION DES COMMUNAUTES LOCALES AU CAMEROUN SUR LES PRATIQUES DE COTCO EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS DANGEREUX

Comme avec la majorité des projets industriels, il existe différents types de déchets issus des opérations. Un certain nombre de méthodes sont utilisées pour traiter les différents flux de déchets de manière responsable. Par exemple, les déchets organiques non dangereux, tels que les aliments sont convertis en compost utile, alors que les matériaux tels que le plastique, le verre ou l'aluminium peuvent être recyclés ou réutilisés. Le Projet produit également des déchets catégorisés comme potentiellement dangereux qui comprennent surtout des biens communément utilisés comme des aérosols, des filtres à huile et des ampoules fluorescentes.

L'élimination des déchets potentiellement dangereux peut s'avérer une question sensible et souvent mal comprise. Depuis 2004, COTCO traite tous ses déchets dangereux qui sont destinés à l'enfouissement dans son centre de traitement de déchets de Belabo, au centre du Cameroun, un site conçu et exploité conformément aux normes internationalement reconnues. Puisque des volumes relativement modestes de ce type de déchets sont produits, COTCO recueille les matériaux dans des conteneurs pendant plusieurs années et les enfouit ensuite quand le poids des déchets collectés des différents sites atteint 50 tonnes. Des enfouissements ont été faits en 2005, 2007, 2012, et plus récemment en décembre 2015.



Bien que COTCO ait expliqué quelles sont les mesures de protection régissant le processus d'élimination à la communauté locale dans le passé, de nouvelles préoccupations ou de nouvelles rumeurs surgissent périodiquement. C'est la raison pour laquelle la société a invité les dirigeants politiques et de la communauté locale à observer les processus de traitement et d'enfouissement, à s'informer sur l'installation et à vérifier les pratiques de la société. Les observateurs ont entendu parler de la conception et de la construction de la décharge de 35 mètres carrés. L'installation comprend une zone de traitement des déchets, une décharge caractérisée par de multiples couches de revêtement composite résistant servant à contenir les déchets et, comme mesure de protection supplémentaires, des puits de contrôle d'eau souterraine placés stratégiquement et garantissant que toute fuite est détectée et traitée sans délai.



## SÉCURITÉ ET SANTÉ

Le Projet a maintenu une cote de sécurité solide en 2015, en enregistrant un taux d'incident enregistrables nettement inférieur au taux moyen de l'industrie pétrolière américaine. Il convient de noter une réussite remarquable - COTCO et TOTCO ont enregistré la meilleure performance de sécurité de l'histoire de ces deux entreprises : zéro incident de sécurité enregistrable sur la totalité de l'année.

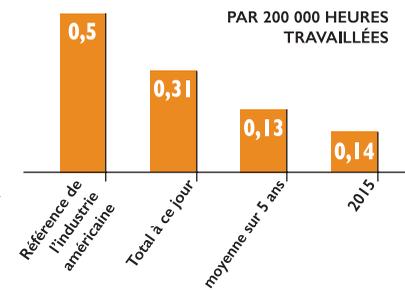
Un des nombreux programmes de sécurité qui a été mis en relief en 2015 a été une initiative d'ExxonMobil appelée « Approcher les autres / se soucier activement », qui apprend aux travailleurs à ne pas avoir peur de se faire entendre s'ils voient quelque chose de potentiellement dangereux.

Le personnel médical du Projet a été actif sur de nombreux fronts en 2015, notamment en matière de prévention du paludisme, de tests de dépistage de la tuberculose, de vaccinations anti-méningite, de donations de matériel et de fournitures médicales et d'assistance auprès des planificateurs de santé du gouvernement. Le Service de médecine et d'hygiène du travail (MOH) d'EEPCI a reçu des marques d'estime et d'appréciation formelles du Ministère de la Santé du Tchad pour l'expertise médicale et l'assistance technique qu'il fournit sur une base régulière au Ministère en matière de paludisme, d'Ebola, de VIH et d'autres maladies.

## TAUX D'INCIDENTS A SIGNALER

Depuis des années, le taux d'incident rapportable du Projet est nettement inférieur au taux moyen de l'industrie pétrolière américaine dans son ensemble, et en 2015 a surclassé cette référence de plus de 70%. La référence pour l'industrie pétrolière américaine provient des rapports remis à l'American Petroleum Institute par les compagnies participantes. Le Projet obtient ces résultats grâce à la fixation d'objectifs à long terme, un respect rigoureux du protocole d'intégrité opérationnelle et le maintien d'une culture d'employés qui est fortement axée sur la sécurité au travail et à la maison.

### TAUX D'INCIDENTS À SIGNALER



## ARRÊTER LE TRAVAIL AU NOM DE LA SÉCURITÉ

La quête de sécurité du Projet dans toutes ses opérations revêt de nombreuses formes. L'un des moyens les plus importants consiste à encourager chaque employé à rechercher les facteurs de risque et à l'habiliter à arrêter un travail s'il estime que celui-ci pourrait être dangereux. L'objectif est de s'assurer que tous les travailleurs et, pas seulement les gestionnaires, prennent une part active à la protection de la sécurité de toute l'équipe. A cette fin, une initiative de la compagnie de production mondiale d'ExxonMobil, appelée « Approcher les autres / se soucier activement » apprend aux travailleurs à ne pas avoir peur de se faire entendre s'ils s'aperçoivent que quelque chose risque d'être dangereux.

L'initiative s'articule autour des principes suivants:

- Nous formons une famille
- Il vaut mieux approcher quelqu'un que de regretter de ne pas l'avoir fait
- Veiller les uns sur les autres est un impératif moral
- Obtenir l'appui de chaque membre de l'équipe qui vous entoure
- Encourager le personnel à s'engager à utiliser les meilleures pratiques
- Si vous vous apercevez de quelque chose, dites-le
- Nous devons intervenir pour arrêter un travail qui s'accomplit dans des conditions dangereuses
- Nos actions doivent démontrer que nous nous soucions vraiment des gens et que nous voulons que personne ne se blesse
- Ça demande de l'attention, de la détermination et du courage d'approcher les autres et d'intervenir



« Même si nos employés arrêtent un travail et qu'on ne trouve aucun problème, nous récompensons quand même ce comportement en rendant hommage à ces chefs de file de la sécurité dans nos réunions de sécurité, où nous les remercions d'être des leaders en sécurité et de prendre soin des autres. » – HASSANE KARA, OIMS, Chef de service Sécurité, EEPIC



## LES GESTIONNAIRES DE COTCO DISPENSENT LA PREMIÈRE FORMATION EMFOS AU CAMEROUN

Pour la première fois, COTCO a mis en œuvre localement le programme de formation sur les principes fondamentaux de sécurité d'ExxonMobil (EMFOS) et a eu recours à ses propres ressources plutôt que d'envoyer des stagiaires dans d'autres pays comme cela se faisait auparavant. Un résultat important est qu'un plus grand nombre de superviseurs de COTCO ont pu y participer, et que le contenu a pu être encore mieux adapté à COTCO et à son personnel camerounais. De plus, pour la première fois, la haute direction de plusieurs sous-traitants majeurs a été invitée à y assister.

Le programme de trois jours qui s'est tenu à Douala en septembre est un cours de formation que chaque société affiliée d'ExxonMobil dans le monde entier est tenue de dispenser à ses leaders en sécurité. Le programme vise à faire en sorte que les superviseurs et les leaders maintiennent leurs connaissances, leurs compétences et leur désir d'amener leurs effectifs à réaliser un environnement exempt de blessures et d'incident.

Le programme de formation EMFOS comprend 17 modules qui comprennent tous les aspects de la sécurité, y compris la motivation de la main-d'œuvre, la planification de la sécurité préalable à un travail, la gestion des incidents, la performance de sécurité du sous-traitant, les employés ayant peu d'années de service, la visite de l'installation, la gestion des risques, la divulgation proactive et la sécurité hors travail. Les 10 gestionnaires de COTCO qui ont présenté les modules ont inclus le maximum de contenu local et d'expériences personnelles possibles.



« Faire cela pour la première fois avec tout le personnel de COTCO est vraiment une bonne chose – plus il y a de personnes qui sont formées et plus nous avons la possibilité de ne pas avoir d'incident de sécurité. Avec notre côte de sécurité de 2015, qui est la meilleure jamais obtenue, nous savons ce qu'il reste à faire à l'avenir. » – NICOLE LIPEM, Directrice de l'Intégrité de sécurité opérationnelle

## FORMATION SPECIALISEE SUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE EN HAUTEURS

L'équipe d'intervention d'urgence (ERT) dans la zone de développement des champs pétroliers est composée d'employés d'EEPCI qui ont des emplois dans différents domaines d'expertise. L'équipe se réunit chaque semaine pour s'exercer à différents scénarios d'intervention d'urgence et d'opérations de sauvetage.

Pendant une séance de formation à l'atelier du Centre de formation de Komé 5, l'équipe ERT s'est exercée au sauvetage de personnes « travaillant en hauteur » et dans des « espace clos », deux types de sauvetage qui peuvent demander d'effectuer des montées et des descentes à l'aide de cordes ou d'autre matériel d'escalade. Un sauvetage en hauteurs est censé impliquer une infrastructure à ciel ouvert comme un échafaudage ou le dessus d'un réservoir de stockage et quelqu'un qu'il faut faire redescendre sur le sol. Lors d'un sauvetage dans un espace clos, une personne qui se trouve à l'intérieur d'une zone confinée peut avoir besoin d'être remontée à la surface. Comme les membres de l'équipe ERT doivent trouver un équilibre entre effectuer un sauvetage le plus vite possible et la nécessité de ne pas se mettre eux-mêmes en danger, ils doivent devenir des spécialistes de l'escalade, d'attachement différents nœuds et de l'utilisation de plusieurs types de matériels d'escalade.

Les membres reconnus de l'équipe ERT sont essentiellement les premiers intervenants lors d'un éventuel accident ou incident qui pourrait nécessiter une intervention d'urgence. Ils sont appuyés par une équipe de soutien ERT plus large qui est composée d'environ 100 employés spécialement formés pour être en mesure d'intervenir efficacement si un membre reconnu de l'équipe est indisponible. Cela signifie qu'à un moment donné, il y a de nombreux employés au sein de l'organisation qui sont spécialement formés en intervention d'urgence.



■ « Je fais partie de l'équipe de soutien ER depuis 14 ans et j'ai probablement participé à plus de 500 exercices relatifs, entre autres, à la lutte contre les incendies, aux espaces clos, au travail en hauteurs, aux interventions en cas de déversement d'hydrocarbures, etc. Grâce à toutes les formations que nous avons reçues, le Projet est très bien préparé à faire face aux situations d'urgence. » – ADOLPHE BOULET, Chef de l'équipe de soutien ERT, EEPCI

## TRAVAILLER AVEC LE MINISTERE DE LA SANTE POUR AMELIORER LES SOINS DISPENSES AU TCHAD

Soutenir la santé publique au Tchad a été une priorité depuis le début de la construction en 2000. Travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement et de multiples ONG, le Projet et la Fondation ExxonMobil se sont engagés, depuis de nombreuses années, à lutter contre le paludisme, le VIH/SIDA, de même que d'autres maladies.

EEPCI contribue également à l'amélioration de la santé de la population tchadienne en fournissant une expertise médicale et une assistance technique au Ministère de la Santé et à de multiples ONG qui sont actives dans le pays. En tant que membre du Comité national technique de surveillance épidémiologique (SSEI), des représentants du Service de médecine et d'hygiène du travail (MOH) d'EEPCI participent à une réunion hebdomadaire avec le Ministère et les ONG pour identifier les tendances relatives aux maladies et assurer des interventions rapides au besoin.

En 2014 et 2015 le personnel médical d'EEPCI, faisant appel à l'expérience acquise par ses collègues au Nigéria, a fait d'importantes contributions au développement de mesures de prévention et d'intervention au Tchad pour répondre à la menace de l'Ebola.



■ « L'apport fondamental d'EEPCI consiste principalement en une expertise technique. Cette énorme contribution relative à l'Ebola s'est avérée très utile dans le cadre de nos efforts nationaux visant à assurer notre protection contre cette maladie mortelle. Sachant que notre gouvernement ne dispose pas de suffisamment de moyens pour combattre ces maladies tout seul, ce soutien est extrêmement utile, et nous comptons bien poursuivre cette étroite collaboration. » – DR MAHAMAT ALI ACYL, Coordinateur national, Comité Technique National de surveillance épidémiologique

## UN DON D'EEPCI AIDE A INAUGURER UN HOPITAL

En vertu de la loi tchadienne, cinq pour cent des revenus pétroliers du gouvernement, qui sont générés par EEPCI, sont consacrés aux améliorations des infrastructures et à la réduction de la pauvreté dans la région aux alentours de la zone de développement des champs pétroliers. En 2014, le gouvernement a achevé la construction d'un hôpital de 70 lits à Bébédjia, avec un financement provenant de cette allocation de cinq pour cent. Il n'y avait, cependant, pas de fonds pour approvisionner l'hôpital en fournitures, de sorte que celui-ci n'a pas pu ouvrir, laissant l'hôpital St-Joseph, un hôpital missionnaire catholique qui dessert la communauté depuis de nombreuses années, comme la seule option possible pour obtenir des soins hospitaliers dans la ville et la région avoisinante.

Toutefois, après avoir reçu des fournitures médicales essentielles d'EEPCI et du Ministère de la Santé, l'hôpital du district de Bébédjia a été inauguré le 15 juin 2015. EEPCI a fait don de lits et de matelas, de kits de grossesse et de trousseaux chirurgicales, de matériel de laboratoire et de réactifs qui permettent de faire des tests de dépistage des maladies courantes. L'hôpital du district de Bébédjia œuvre maintenant de concert avec l'hôpital St-Joseph, qui a également reçu de nombreux dons d'EEPCI au fil des ans, dans le diagnostic et le traitement des patients de la région.



■ « Cet établissement joue un rôle important dans les soins curatifs et préventifs à Bébédjia et sans le matériel que nous avons reçu d'EEPCI, cet hôpital ne serait pas ouvert. » – DR VANDEO ABBA TCHANGBAYE, Médecin Chef, hôpital du district de Bébédjia

### CONSULTATIONS MÉDICALES 2015

# 11 564

Les consultations médicales gratuites pour les travailleurs dans les cliniques du Projet sont un avantage social très apprécié au Tchad et au Cameroun où les soins médicaux peuvent être difficiles à obtenir, surtout dans les régions rurales. La majorité de ces soins sont reliés à des maladies ou à d'autres conditions médicales qui n'ont aucun lien avec l'activité professionnelle. Dans le cas des employés directs à plein temps, cet avantage s'étend également à la famille immédiate.

## MISE A JOUR SUR LES SOINS DE SANTE

En plus de fournir aux travailleurs des consultations médicales gratuites, les Services de médecine et d'hygiène du travail (MOH) au Tchad et au Cameroun mettent en œuvre plusieurs programmes pour aider les employés à rester en bonne santé. Mentionnons entre autres exemples:

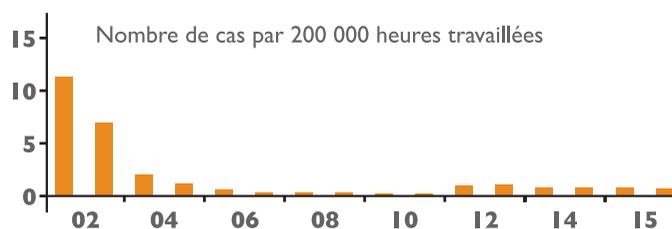
Tests de dépistage de la tuberculose. Un programme de dépistage de la tuberculose instauré à la fin de 2014 a grandement progressé en 2015. A la fin de l'année, un grand nombre d'employés au Tchad et au Cameroun avaient bénéficié d'un test de dépistage tant pour la tuberculose active que pour la tuberculose latente, et ce programme a été élargi pour y inclure les sous-traitants. La tuberculose latente signifie qu'un individu a été préalablement en contact avec l'agent causal (bacille), mais qu'il ne manifeste aucun symptôme et qu'il n'est pas contagieux. Dans le cas des employés qui présentent une tuberculose latente, les résultats des tests donnent l'occasion aux médecins de fournir des conseils, de faire des tests de dépistage de VIH et d'effectuer un contrôle de suivi, car un petit pourcentage de ces cas peut évoluer en une tuberculose active en raison d'un affaiblissement du système immunitaire.

Vaccinations anti-méningite. Dans le cadre du régime d'assurance des soins médicaux du Projet, les employés et les personnes à leur charge au Tchad se sont vus offrir des vaccinations anti-méningite sur une base volontaire. On prévoit que plusieurs milliers de personnes accepteront cette offre. Ces vaccinations sont offertes tous les trois ans pour protéger les employés du Projet de la flambée d'une infection se propageant avec rapidité qui peut rendre malade des milliers de personnes et en tuer des centaines.

Fichiers électroniques. Le Service MOH du Tchad procède actuellement à une migration des documents papier aux fichiers électroniques pour obtenir un meilleur suivi de la santé des patients et moderniser la fourniture des soins médicaux.

Paludisme. Le Projet n'a enregistré que huit cas de paludisme enregistrables au Tchad et aucun au Cameroun en 2015. Les médecins du MOH ont déclaré que cette réduction pourrait être attribuable à une communication accrue avec les employés sur la prévention du paludisme, ainsi qu'à un programme que le service a instauré pour s'assurer que tous les médicaments antipaludiques sont efficaces. Le taux d'infection du paludisme à l'échelle du Projet pour les employés non immunisés a considérablement décliné au fil des années par suite d'initiatives intensives de prévention du paludisme. Comme le montre le graphique, le taux annuel a été fortement réduit de 11,44 en 2002, date de la dernière année complète de construction du pipeline d'exportation.

### TAUX D'INFECTION DU PALUDISME (PERSONNEL NON IMMUNISÉ)





## ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Bien que le Projet requiert moins de terres annuellement du fait que les grands travaux de construction et les nouveaux forages ont pris fin, les sociétés de production et de pipeline continuent à maintenir une relation étroite et positive avec les communautés situées le long du pipeline et dans la zone de développement des champs pétroliers (OFDA). La réduction des besoins fonciers peut avoir un impact sur certaines personnes et communautés, puisqu'elles ne recevront pas de compensation afférente, que de nombreuses personnes considèrent comme un avantage important. Reconnaisant cet impact, le Projet a élaboré des stratégies pour continuer à fournir des avantages aux communautés, mais selon des modalités différentes de celles qu'il avait adoptées auparavant. Ceci consiste essentiellement en des rencontres régulières avec les individus et les communautés concernant les questions en suspens; des investissements sociaux ciblés en appui aux priorités communautaires; et des dons d'équipement, ainsi qu'une assistance technique sur les façons dont les villageois peuvent résoudre certains problèmes auxquels ils font face.

## FORMATION DES VILLAGEOIS PORTANT SUR L'ENTRETIEN ET LA REPARATION DE LEURS PUIITS D'EAU

L'eau insalubre est depuis longtemps une source majeure de maladie et de mortalité dans les villages ruraux tchadiens. A partir de 2000, date à laquelle la construction a commencé, EEPCCI a accordé la priorité à la construction de puits d'eau dans les villages de la zone de développement des champs pétroliers (OFDA). Toutefois, les puits à pompe manuelle des zones rurales risquent souvent de tomber en panne après quelques années de fonctionnement constant et la plupart des villages manquent d'expérience, d'outils et de pièces pour réparer le matériel de pompage. En conséquence, le Projet a réparé ces puits plusieurs fois et, dans l'intervalle, les villageois ont été forcés de recommencer à boire l'eau des rivières ou des puits d'eau traditionnels, deux sources qui fournissent rarement de l'eau potable.

Afin de remédier à ce problème, EEPCCI a engagé AFADE, une ONG basée à Doba, pour réparer les puits d'eau en panne de l'OFDA qui ont été installés dans le cadre du programme de compensation communautaire et pour former les membres de la communauté à entretenir et à réparer eux-mêmes les puits à l'avenir. Au cours des derniers mois de 2015, l'organisation a réparé 42 puits et a fourni une formation gratuite et des outils à prix modiques à chaque village. Outre la réparation des puits installés par EEPCCI, il a aussi été demandé à AFADE de réparer les puits en panne installés par les ONG. Après avoir reçu la formation, les communautés peuvent réparer les puits rapidement toutes seules, sans attendre un spécialiste. Pour de plus amples informations sur le programme de compensation communautaire, veuillez consulter le chapitre « Occupation des terres et compensation ».



■ « Cette pompe ne fonctionnait pas et lorsqu'elle tombée en panne, les gens ont fabriqué un puits traditionnel. Nous sommes tous très heureux maintenant qu'elle est réparée, car l'eau c'est la vie. Nous espérons recevoir la formation nécessaire, parce que nous devons entretenir cette pompe pour notre avenir. » – MAUDONGAR NGARWOUL MICHEL, Chef, Mbanga (3<sup>e</sup> à partir de la gauche)

## COTCO ELARGIT SON CONCOURS SCOLAIRE ANNUEL ET ACCROIT LE NOMBRE DE PRIX DECERNES

Chaque année, depuis 2007, COTCO organise un programme de prix à l'intention des élèves des écoles situées le long du tracé du pipeline. Ce concours très prisé a pour but d'encourager l'excellence scolaire de tous les élèves et de rendre hommage aux réalisations des meilleurs éléments. En 2015, le concours et la distribution des prix ont eu lieu dans la ville de Nanga-Eboko dans la Province du Centre du Cameroun.

Le nombre d'étudiants qui se sont vus décerner des prix – 885 de 20 écoles primaires et de 12 lycées – a plus que doublé par rapport au concours de l'année précédente. Les trois meilleurs élèves de chaque classe ont reçu des bons qu'ils peuvent échanger contre des livres et autres matériels pédagogiques pour la prochaine année scolaire. La valeur des prix décernés en 2015 s'élevait à 21 570 000 FCFA, portant le montant total que COTCO a investi dans ces concours à 65 663 000 FCFA.



■ « Aujourd'hui c'est un jour de satisfaction pour les parents, les élèves, et les enseignants... nous voulons saisir cette occasion supplémentaire pour dire merci à l'entreprise COTCO. Car, c'est près de 23 millions de FCFA de fournitures scolaires offerts pour le département de la Haute-Sanaga en plus des 05 forages dont les travaux vont bientôt commencer... » – ALBERT NANGA DANG, Préfet du département de la Haute-Sanaga



■ « Près de 23 millions de francs pour les élèves et étudiants de nos écoles et collèges, c'est l'exemple même d'un engagement sociétal, une prime à l'excellence et au mérite. Par cet acte et par bien d'autres que COTCO aura posés dans le passé, COTCO nous donne l'exemple d'une société capitaliste à visage humain. » – ROMAIN ROLLAND ETO, Maire de la Commune Urbaine de Nanga-Eboko



Plus de 1 500 apprenants, membres des familles, dirigeants des communautés et représentants de l'Administration ont assisté à la cérémonie

## CONSULTATION ET COMMUNICATION

En 2015, le Projet a tenu des centaines de réunions de consultation dans les communautés situées à proximité des zones d'exploitation à travers le Tchad et le Cameroun. Les sessions, qui entrent dans le cadre de l'engagement du Projet pour assurer des contacts réguliers et des communications ouvertes entre le Projet et ses voisins, portaient sur une large gamme de sujets allant des informations fournies aux villageois quant aux derniers développements, jusqu'à la présentation de séances d'éducation sur des questions de santé publique et de sécurité.

### RÉUNION DE CONSULTATION EN 2015

TCHAD	
Sessions	481
Présences	26 135
CAMEROUN	
Sessions	1 326
Présences	16 614

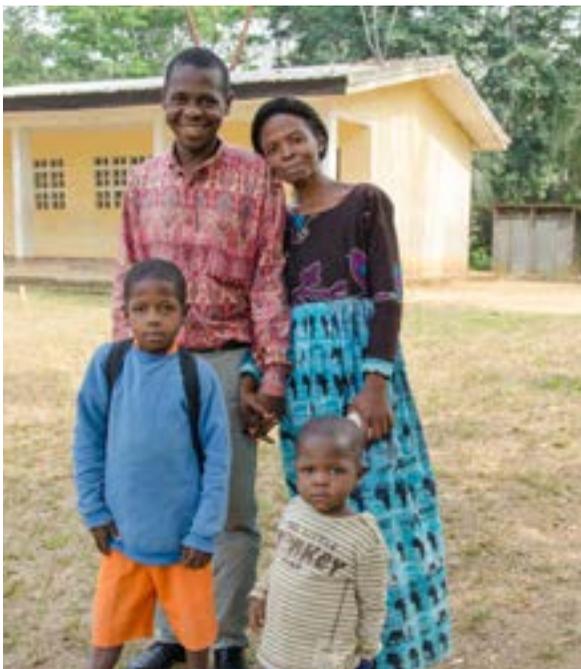
## COTCO FORME UN PARTENARIAT AVEC UNE COMMUNAUTE AFIN DE CONSTRUIRE UNE MAISON POUR UN DIRECTEUR D'ECOLE

Les communautés dans le corridor du pipeline au Cameroun demandent souvent à COTCO de les aider à répondre à leurs besoins. Bien que ces demandes débordent, pour la plupart d'entre elles, du cadre des engagements de la société de fournir une compensation liée aux impacts du Projet, COTCO est disposée à les étudier et suit un processus donné pour les évaluer. La société cherche de plus en plus à travailler avec les communautés qui veulent devenir des partenaires de COTCO en participant à des projets d'amélioration plutôt que d'être uniquement des bénéficiaires d'aide. En 2015 COTCO a aidé des villages qui avaient tout seuls réalisé des progrès partiels sur de nouveaux projets de construction, mais qui pour toutes sortes de raisons étaient incapable de poursuivre ces projets. COTCO a choisi les projets qui, s'ils pouvaient être menés à bien, offriraient des avantages durables importants à chaque communauté.

Un de ces projets a été entrepris dans le village de Mboumyebel, qui avait vraiment besoin d'une maison pour le directeur de l'école du village.



■ « En se basant sur ce modèle, COTCO réalise la conception de l'infrastructure, achète les matériaux et forme des travailleurs qualifiés locaux pour s'assurer qu'ils peuvent effectuer le travail en toute sécurité. Ce sont ensuite les membres de la communauté qui gèrent vraiment le projet. Il s'agit d'un bon modèle, non seulement parce qu'il maximise les avantages à l'égard de la communauté, mais aussi parce qu'il fait participer celle-ci à la solution. » – BÉRNADETTE KWEDI, Superviseur PGE de COTCO



■ « Nous vivions tous dans une pièce de la maison d'une famille dont un enfant allait à l'école. Le village a décidé de construire une maison pour moi et les futurs directeurs de l'école. Mais comme nous avions des difficultés à terminer la maison, le chef et moi avons envoyé une lettre à COTCO en septembre. La société a répondu très vite, et nous sommes maintenant très heureux d'habiter dans cette nouvelle maison. » – FOULA MIMBIANG, Directeur d'école, Mboumyebel

## FOURNITURE D'ENERGIE SOLAIRE A UN LABORATOIRE MEDICAL AU SERVICE DES PAUVRES

Un don d'EEPCCI à hauteur de neuf millions de FCFA (18 000 \$) a financé l'achat et l'installation de huit panneaux solaires pour le dispensaire de l'Ordre de Malte de Walia, situé à la périphérie de N'Djamena. Les panneaux alimenteront un nouveau laboratoire qui a été construit en partenariat avec le Ministère de la Santé et qui accroîtra la capacité de la clinique à effectuer les tests nécessaires au diagnostic. Ce don a également financé un banc de 12 batteries qui sert à stocker l'énergie produite par les panneaux.

La clinique, l'une des deux qui est dirigée par l'Ordre souverain de Malte, dont les membres sont volontaires pour servir les pauvres et les malades, traite toute la région et ne refuse personne peu importe leur capacité à payer. Au cours des dernières années, la société a effectué quatre dons à l'organisation, l'un d'entre eux finançant une salle d'examen de la vue et d'opération absolument nécessaire dans le dispensaire de l'Ordre de Malte d'Amtoukouï, située dans la capitale tchadienne



■ « Il est de notre devoir de nous assurer qu'aucun patient n'est refusé ni laissé sans soins. Cela signifie que puisque nous ne sommes pas financés par les paiements des patients, des dons comme celui-ci sont critiques pour notre capacité à servir la communauté. » – SŒUR HELENE HABIB, Ordre souverain de Malte

## DON DE FOURNITURES MEDICALES AU DISPENSAIRE DU VILLAGE DE DANGDILI

Dangdili est un village situé juste à l'ouest de la ville de Bébédjia et près la zone de développement des champs pétroliers (OFDA). Son dispensaire, construit par des missionnaires en 1976, comprend 10 salles et ne peut servir que 11 ou 12 patients à la fois. Son laboratoire très rudimentaire permet au personnel de détecter et de traiter le paludisme et plusieurs autres affections communes. Le dispensaire dessert non seulement la population locale, mais aussi les personnes des villages éloignés n'ayant pas la possibilité d'obtenir des soins médicaux.

Du fait que le financement du dispensaire provient des paiements modestes des patients, les ressources pour acheter les fournitures nécessaires sont extrêmement limitées. Après que le personnel du dispensaire ait informé EEPCL des limitations de l'établissement, la société a fait don de matériel médical, notamment des lits pour les patients, des tables d'accouchement, des tensiomètres artériels, des pese-personnes et des fournitures chirurgicales.



■ « Le lit d'observation et les tables d'accouchement qui ont été donnés nous sont très utiles. Nous sommes très reconnaissants pour les dons. » – MBAYAMDINGAM DIMANCHE, Représentant médical en chef

## DES DONS D'EQUIPEMENT LOURD AIDENT DOBA ET BEBEDJIA A GERER LES DECHETS

Un don d'EEPCI de cinq véhicules de travaux aidera les villes de Doba et Bébédjia à gérer plusieurs fonctions municipales dans l'OFDA, notamment l'enlèvement des déchets solides. En raison des ressources extrêmement limitées des autorités municipales, l'accumulation des déchets le long des routes et dans les endroits publics a été un problème de santé publique majeur et non résolu. Des dons de véhicules de travaux comme celui-ci sont faits conjointement avec le gouvernement tchadien, qui veille à ce que le matériel soit attribué et traité conformément à la politique gouvernementale. Outre les deux camions à benne donnés à chaque ville, Doba a reçu un camion-citerne qui sert au dépoussiérage de la voirie municipale.



■ « Cette société a beaucoup fait pour nous. Quand je suis devenu maire de Doba en juin 2015, de nombreuses personnes sont venues me voir pour discuter du problème des déchets dans notre ville. Nous nous sommes engagés à aider la communauté à gérer ce problème pour aider à réduire les maladies et renforcer la santé publique. Mais avant de recevoir ces camions d'Esso, nos camions dataient des années 1960 et 1970 et la plupart étaient hors service. » – BRAHIM NGARTOÏDE, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, Doba



■ « Je tiens à exprimer notre profonde gratitude à Esso pour les dons de camions à benne. Nous les utilisons pour l'entretien des routes, la gestion des déchets et nous les louons aussi pour générer des revenus. Nous n'avions jamais eu de camions auparavant. Il est à noter que nous avons toujours entretenu une bonne relation avec Esso. » – ERIC DOKAGMBAYE, Maire de Bébédjia

## LE PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES FEMMES VA FOURNIR DES CEREALES AU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Six ans après sa fondation grâce à une subvention de 1,7 million \$ de la Fondation ExxonMobil, l'Initiative pour le renforcement des capacités économiques des femmes entrepreneurs continue de se développer et de produire des résultats impressionnants dans l'acquisition de compétences et l'augmentation des revenus des centaines de coopératives de femmes à proximité de la zone des champs pétroliers. L'une des plus grandes réussites du programme en 2015 a été la conclusion d'un accord en vue de vendre les céréales produites par les coopératives de Bébédjia au Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM). L'accord génère des revenus pour les femmes, qui produisent les céréales que le PAM distribue aux enfants du Tchad souffrant de faim.

L'ONG internationale Africare, qui est chargée de la mise en œuvre de cette initiative, travaille avec 1 024 femmes qui sont membres de 69 coopératives organisées en deux « plateformes », l'une à Doba et l'autre à Bébédjia. Les membres des coopératives ont reçu une formation à des compétences, telles que la production agricole, la commercialisation, la gouvernance et la gestion financière. Le Projet a également fourni aux coopératives des équipements de transformation agricole et un capital sous la forme de micro-crédits qui s'élevait au total à 15 millions de FCFA en 2015.

■ « L'accord que le PAM a conclu avec les plateformes des femmes permettra à ces dernières de semer, de récolter et de vendre suffisamment de récoltes de haute qualité pour augmenter leurs revenus et contribuer à accroître la sécurité alimentaire au Tchad. Il leur offre un accès non seulement à des semences de qualité, mais aussi à une assurance, un financement et un marché prévisible. » – NJONG JAMES KONGNYUI, Responsable, Africare Tchad

Les plateformes de Doba et de Bébédjia touchent une petite commission pour aider à administrer le programme. Le reste des fonds provenant des ventes au PAM seront directement versés à chaque coopérative, qui déterminera à son tour comment répartir ces fonds parmi ses membres.





## OCCUPATION DES TERRES ET COMPENSATION

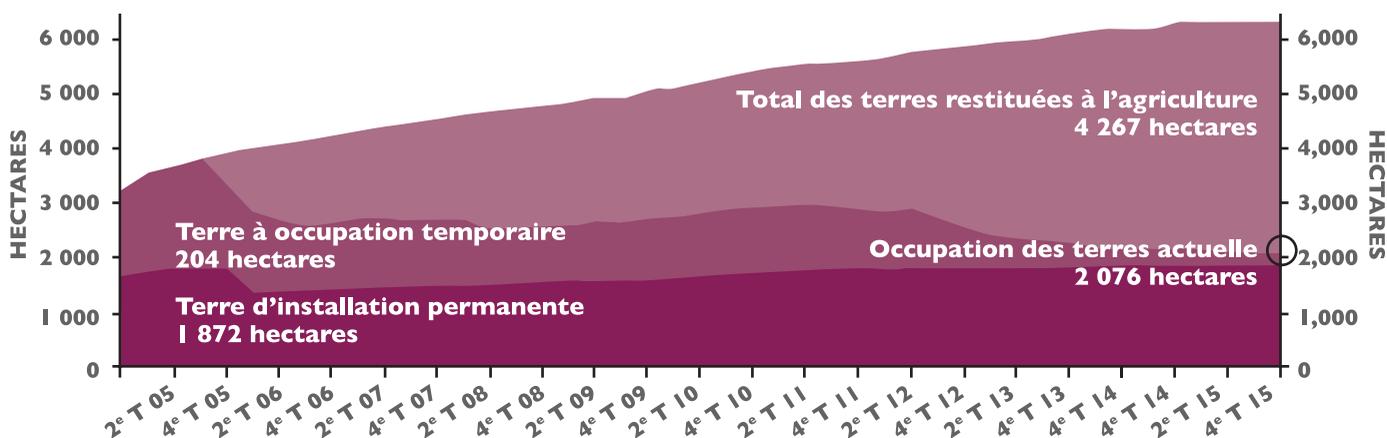
Ayant besoin de très peu de terres additionnelles pour le forage et ses autres activités, le Projet a poursuivi la tendance de réduction pluriannuelle de sa superficie. A la fin de l'année, 4 267 hectares de terres dans la zone de développement des champs pétroliers (OFDA) ont été rendus aux communautés locales pour l'agriculture, soit une augmentation de 2 831 hectares au cours des quatre dernières années.

En conséquence, le paiement des compensations individuelles et communautaires a considérablement diminué. Toutefois, le Projet a clairement fait savoir en 2015 qu'il continuerait à faire des investissements importants dans les communautés. Outre la remise en état et la restitution des terres inutilisées aux communautés locales, la nouvelle orientation du Projet porte sur des initiatives qui appuient le renforcement des capacités, la durabilité, le développement communautaire, l'autosuffisance et le transfert de technologie dans l'OFDA et le long du tracé du pipeline. Vous en trouverez plusieurs exemples dans ce chapitre.

## « FOSSES D'EMPRUNT » REMISES EN ETAT ET RENDUES AUX COMMUNAUTES EN TANT QUE TERRES AGRICOLES DE QUALITE

Au fur et à mesure qu'EEPCI continue de réduire sa superficie foncière, certaines de ses fosses d'emprunt sont remises en état et mises à la disposition des communautés en tant que terres agricoles éventuelles. Les fosses d'emprunt sont des excavations qui sont généralement créées en vue de fournir de la latérite pour les routes, les emplacements de puits et d'autres installations. Une fois qu'une fosse d'emprunt, qui peut s'étendre sur plusieurs hectares, est créée, elle est graduellement remplie au fil des mois ou des ans de matériaux non toxiques et inertes comme des boues de forage, du ciment, du bois et la latérite des emplacements de puits qui ne sont plus utilisés. Quand la fosse est sur le point d'être remise en état, la terre arable d'origine, qui est généralement entassée à côté de la fosse, est uniformément répartie sur la surface. Il en résulte plusieurs hectares de terre agricole de qualité qui sont débarrassés de tous les obstacles à l'agriculture et au labourage, tels que les roches, les arbustes, ainsi que les racines et souches d'arbre. La terre est restituée aux agriculteurs initiaux dans le cadre de ce qu'on appelle une cérémonie du quitus. Les agriculteurs commencent même parfois à planter préalablement à la cérémonie officielle en raison de l'attractivité de cette terre comme site agricole.

### OCCUPATION DES TERRES DANS LA ZONE DE DEVELOPPEMENT DES CHAMPS PETROLIERS



Le montant total de la compensation individuelle pour l'occupation des terres en 2015 s'élevait à environ 173 millions de FCFA (350 000 \$) en paiements en espèces et/ou en nature. Plus de 17 milliards de FCFA (près de 35 millions \$) en compensation individuelle pour l'occupation des terres ont été versés depuis le commencement du Projet. En règle générale, les engagements de compensation se sont stabilisés pendant des années à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 2000 à 2003, lors de la phase de construction des installations centrales de traitement, du développement des champs pétroliers initiaux et du système de pipeline d'exportation.

## COMPENSATION INDIVIDUELLE

Le PGE du Projet définit la façon dont toutes les compensations doivent être effectuées. Le plan précise comment les taux doivent être établis et énonce des procédures de paiement qui ont été soigneusement conçues, avec la contribution des ONG et de la Banque mondiale, pour être justes et transparentes. Le Projet indemnise les agriculteurs individuels pour l'occupation des terres de plusieurs façons, notamment en espèces, par des biens en nature ou encore par une formation.

Une compensation supplémentaire est fournie aux utilisateurs qui ont subi les impacts les plus importants, mesurés par un ensemble d'indicateurs socio-économiques, tels que la superficie de terres arables par rapport au nombre de personnes à charge dans la famille. Dans la plupart des cas, cette compensation comprend des équipements, du bétail et une formation agricole. Pour s'assurer que le programme est efficace, les bénéficiaires de ce type de compensation font l'objet d'un suivi au fil des années.

Ces programmes de compensation sont habituellement suffisants pour maintenir ou améliorer le niveau de vie de la plupart des agriculteurs individuels affectés par le Projet, mais dans de rares cas, un renforcement supplémentaire par le biais d'équipements ou d'une formation supplémentaires peut s'avérer nécessaire. Dans ce cas, l'équipe socio-économique du Projet travaille avec l'individu pour développer une solution satisfaisante. Les bénéficiaires doivent participer à cette démarche, car il a été démontré que celle-ci est un facteur important pour le succès de l'individu. Par exemple, pour recevoir des équipements, du bétail ou des biens supplémentaires, un agriculteur peut être tenu de construire un abri pour s'assurer que le matériel ou les animaux restent en bon état pour offrir une valeur sur le long terme.

## RECOURS A UNE FORMATION SUR LE COMPOSTAGE POUR PROMOUVOIR LA DURABILITE DANS LES VILLAGES LOCAUX

En 2015, EEPCI a lancé plusieurs initiatives qui appuient la durabilité, le développement communautaire et le transfert de technologie dans les communautés locales de la zone de développement des champs pétroliers (OFDA). L'une de ces initiatives – l'entretien des puits d'eau communautaires précédemment installés par le Projet – est décrit à la page 24 du chapitre « Engagement communautaire ». Un autre programme aux objectifs similaires cible les agriculteurs qui ont subi un impact important en raison de l'occupation de leurs terres agricoles par le Projet et qui ont bien su tirer parti des ressources et de la formation qu'ils ont reçus dans le cadre de leur compensation. IHL, une ONG dont les services ont été retenus par EEPCI, apprend à certains d'entre eux à fabriquer et à utiliser leur propre compost à partir des matériaux que l'on trouve facilement dans la région. L'objectif est d'aider ces agriculteurs à produire de meilleurs rendements grâce au compostage et à les habiliter à enseigner cette méthode aux autres agriculteurs de leurs communautés.

Le compostage est un moyen simple de créer un terreau riche en nutriments qui stimule la croissance des plantes et redonne de la vitalité au sol pauvre que l'on retrouve fréquemment dans l'OFDA. Ces agriculteurs fabriquent leur compost sur une période de trois mois en empilant des couches alternées de matière végétale, de fumier de vache et de cendres qui doivent rester humides et couvertes pour maintenir les conditions nécessaires au procédé bio-organique. Le terreau résultant est une alternative durable, peu coûteuse et naturelle aux engrais chimiques. Voir en page 17 un autre exemple de la façon dont EEPCI utilise le compostage pour améliorer la productivité agricole, créer des emplois et éliminer les déchets alimentaires de manière écologiquement responsable.



■ « Le sol de cette région est pauvre, et le type de compost que ces agriculteurs fabriquent maintenant accroîtra la teneur nutritionnelle du sol pendant trois ans. Les engrais chimiques qu'on trouve localement sont généralement de mauvaise qualité et leur effet ne dure qu'un an, si effet il y a. Bon nombre d'agriculteurs des environs ne savent pas lire, mais ils peuvent apprendre cette méthode pratique - qui ne nécessite l'utilisation d'aucune technologie de la part de ceux qui ont été formés - pour ainsi améliorer la qualité de leur sol. » – DJIMTETA EVARISTE, Formateur, IHL (au milieu)

■ « C'est la première fois que je fais ça, mais je m'attends à avoir un rendement de récoltes plus élevé, compte tenu du résultat que nous avons vu pendant la formation. J'apprécie vraiment l'aide d'Esso. La vache et le matériel en nature que j'ai reçus du Projet étaient importants, mais l'acquisition de ces connaissances est également très utile, car je n'aurai plus rien à demander. » – NGARBETE FIDEL, agriculteur, Madjo Bero (à droite)

## COMPENSATION COMMUNAUTAIRE

Outre les différents types de compensation individuelle, le programme de compensation communautaire du Projet compense les impacts de l'occupation des terres sur les villes et les villages issus des activités de production qui peuvent être plus difficiles à quantifier que les impacts sur les particuliers. Le programme assure le renforcement de ces communautés et améliore leur qualité de vie grâce à l'installation d'infrastructures nécessaires telles que des puits d'eau, des entrepôts à céréales et des écoles. En raison de la suspension du programme de forage des puits de pétrole par suite des faibles prix du pétrole, le montant total des compensations individuelles et communautaires pour des impacts, comme l'occupation des terres, était bien moins important en 2015.

EEPCI A RÉALISÉ

# 182

PROJETS DE COMPENSATION COMMUNAUTAIRE, CE QUI REPRÉSENTE UN INVESTISSEMENT DE PLUS DE 3,2 MILLIARDS DE FCFA (PLUS DE 6,3 MILLIONS \$) DANS LES COMMUNAUTÉS DU TCHAD.

## UN NOUVEAU MOULIN A FARINE POUR LA COMMUNAUTE

La construction d'un nouveau moulin à farine pour le village de Danamadja – un projet de compensation communautaire d'EEPCI – s'est achevée en juillet. En raison de l'étendue des impacts du Projet sur ce village, qui est situé à proximité de la zone de développement des champs pétroliers, Danamadja a déjà bénéficié antérieurement de projets de compensation, y compris une structure de marché pour la communauté.

Des moulins comme celui-ci évitent aux femmes des heures de dur travail physique en pilant le grain à la main pour préparer la nourriture quotidienne. Le moulin à farine fournit une importante source de revenus au village, non seulement parce ses propres résidents utilisent l'installation, mais aussi parce que les gens des autres villages paient pour l'utiliser. Le moulin, qui est exploité par trois opérateurs et géré par une association communautaire, est ouvert de 8 h à 18 h, et sert environ 50 personnes par jour.



Maoudonodji Laurentine Kayra d'un village voisin du grain à Danamadja en retournant chez elle après une journée passée aux champs.

■ « L'exploitation du moulin nous a fait gagner et économiser 120 000 CFA en trois mois, de même que trois sacs de grain moulu, car les gens qui n'ont pas d'argent peuvent donner une partie de leur grain. Nous espérons construire un centre médical ou une école dans la région si nous économisons suffisamment d'argent. Le moulin occupe donc une place importante dans l'avenir de notre village. » – DJESSANDJIM JOSUE, opérateur de moulin, Danamadja (au milieu)

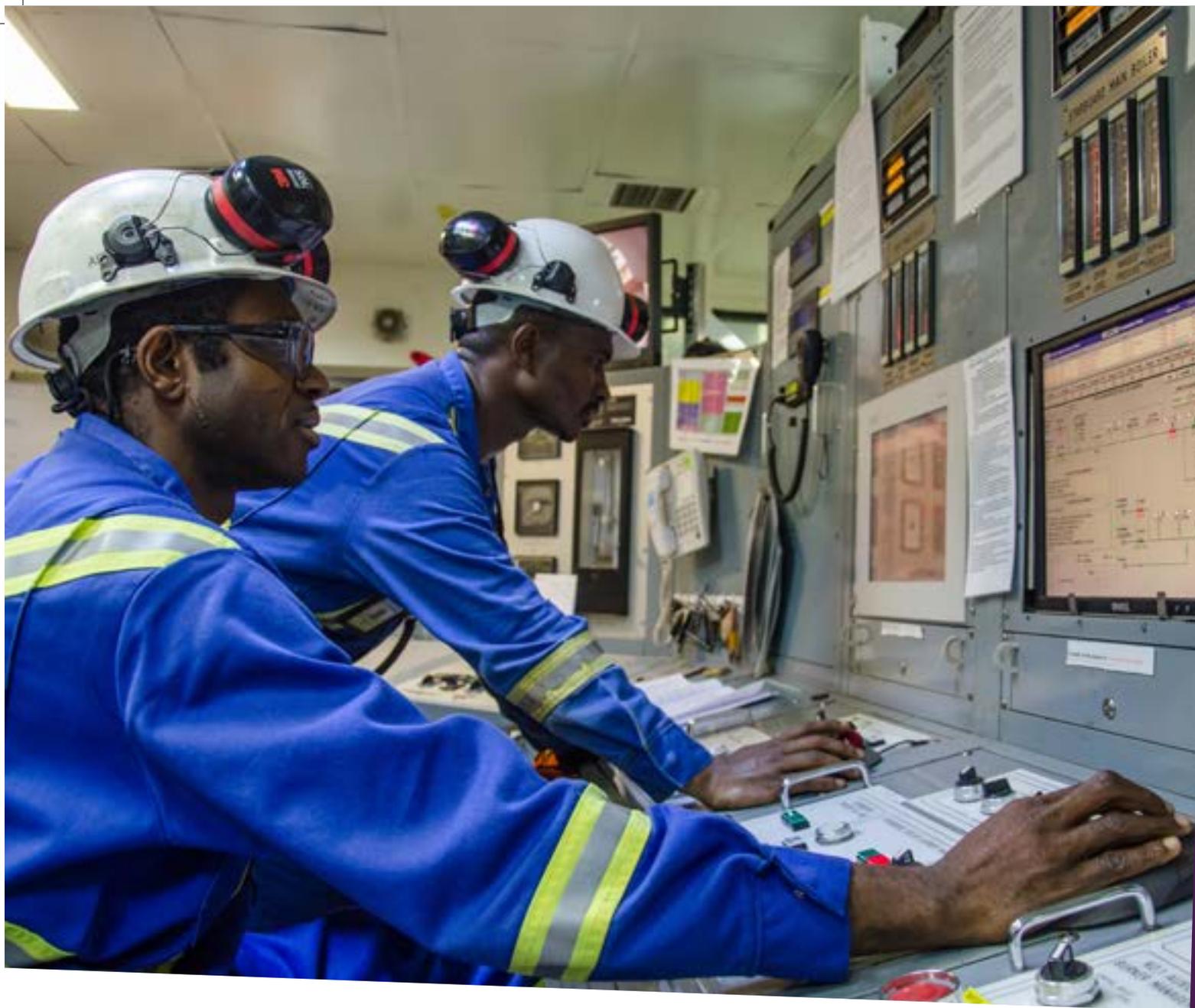
■ « Notre moulin et notre marché s'avèrent très utiles pour la communauté. Dans ces environs, Esso est notre seul partenaire. » – SAMADINGAR SIMON et DJIMRABAYE EMMANUEL, Chefs, Danamadja (photographié à la page 27)

## MISE A JOUR SUR LA COMPENSATION

Tous les propriétaires de terres utilisés ainsi que les villages impactés par le Projet sont dédommagés conformément au Plan de Gestion de l'Environnement (PGE). Depuis le commencement de la construction en 2000, le Projet a dédommagé presque 18 000 occupants de terrains individuels pour plus de 7 695 hectares dans 480 villages impactés par le Projet et le tracé du pipeline qui part des champs pétroliers sur toute la longueur du Projet de Komé au Tchad à Kribi au Cameroun. Le Projet a occupé à un moment ou à un autre une superficie totale d'environ 4,6 % sur les 100 000 hectares de terres de la zone de développement des champs pétroliers. Quand toutes les terres occupées par des constructions temporaires seront rendues, le pourcentage sera juste 1,9 % des 100 000 hectares.

La conformité du Projet aux obligations de compensation du PGE a été documentée dans les rapports de mise à jour du Projet et par le Groupe Indépendant pour le Suivi de la Conformité aux Spécifications du PGE et le Groupe International Consultatif de la Banque Mondiale. Un ensemble de principes de base a régi l'effort de compensation, dont en particulier :

- Une procédure transparente de compensation pour que tous les résidents du village puissent voir qu'aucun résident n'est favorisé par rapport aux autres.
- Une sensibilisation aux coutumes et traditions ainsi qu'aux exigences de la législation locale. Au Tchad et au Cameroun, presque toutes les terres sont juridiquement la propriété de l'état. La majorité des terres sur lesquelles les villageois se sont établis sont contrôlées par chaque village et sont attribuées par son chef local. Au lieu d'être propriétaire de la terre comme c'est couramment le cas en Europe et en Amérique du Nord, les gens ici ne détiennent qu'un droit d'usage foncier. En conséquence, le Projet n'achète pas de terre, mais indemnise les agriculteurs et autres particuliers pour les impacts du Projet telles que des récoltes perdues.
- L'archivage de toutes les transactions de compensation. Chaque paiement est enregistré et va dans un dossier avec une photo de la transaction et l'empreinte digitale du bénéficiaire.
- Le fait d'éviter ou de minimiser la réinstallation des ménages grâce à une reconfiguration des besoins fonciers du Projet et à l'offre de deux alternatives à la réinstallation: Formation à l'agriculture améliorée et formation à un emploi en dehors de la ferme.



## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Bien qu'un contexte de faibles prix du pétrole ait nécessité d'apporter des changements dans certaines opérations, le Projet demeure résolument déterminé à continuer à nationaliser sa main-d'œuvre et à soutenir les entreprises locales. A la fin de l'exercice, 95 % des effectifs employés et de TOTCO étaient tchadiens et 97 % des employés de COTCO étaient camerounais. De nombreux postes de cadre au sein des trois sociétés sont désormais occupés par des employés nationaux.

Outre les emplois et l'achat de biens et services, le Projet contribue à la croissance des économies des deux pays par le transfert de connaissances professionnelles et techniques aux entrepreneurs locaux. EEPCI fournit, par exemple, un soutien continu à la compagnie pétrolière nationale tchadienne, la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT) dans la mesure où celle-ci a mis sur pied la première compagnie de gestion de déchets industriels du pays.

## PREPARER LES EMPLOYES CAMEROUNAIS DE COTCO A ASSUMER PLUS DE RESPONSABILITES

Avec les Camerounais représentant plus de 98 % des 1 600 personnes à l'emploi de COTCO (sous-traitants inclus) et réalisant la totalité des opérations de la société conduites à terre, les ressources humaines de la société ont mis principalement l'accent sur la création d'opportunités pour que les employés nationaux puissent assumer de plus grandes responsabilités. Dans certaines situations, cela sous-entend de continuer à fournir des formations en cours d'emploi et autres formes de formation ou bien des affectations spéciales stimulantes qui offrent des possibilités de développement personnel ou une diversification des compétences. Auparavant, des projets spécialisés comme le maintien du débit sous-marin et les installations de fractionnement du pétrole brut, qui concernent tous deux des modifications effectués sur le système de transport et d'exportation dans le but de l'adapter au pétrole brut des nouveaux expéditeurs au Tchad, auraient été dirigés par des expatriés. Toutefois, l'étendue de l'expérience que possède maintenant la main-d'œuvre camerounaise a fait en sorte que les projets majeurs d'ingénierie et de construction soient gérés avec succès par une équipe entièrement camerounaise.



La main-d'œuvre de COTCO possède en moyenne huit à dix ans d'expérience, voire 15 ans dans certains cas. Etant donné que c'est également une main-d'œuvre très stable, dont le taux de roulement est minimal, la société s'efforce de créer des opportunités de développement en pourvoyant les postes vacants au moyen d'une mutation.



■ « Nous avons en place l'équipe qu'il faut pour opérer efficacement le pipeline et, en cas d'un déficit de compétence, nous tirons parti de nos compétences internes. » – AISSATOU SEYDI, Conseillère en Ressources humaines, COTCO

## EEPCI APPUIE LE DEMARRAGE DE LA PREMIERE COMPAGNIE DE TRAITEMENT DE DECHETS INDUSTRIELS DU TCHAD



Confronté à une activité industrielle croissante au Tchad en 2011, le gouvernement a reconnu que le pays avait besoin d'une installation de traitement des déchets industriels plutôt que de passer des contrats avec des compagnies étrangères. La compagnie pétrolière nationale tchadienne, la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), s'est vue confier la tâche d'établir une compagnie chargée d'assumer cette éco-responsabilité. Le résultat a donné naissance à une nouvelle entreprise appelée SOTRADA. Celle-ci compte actuellement 45 employés, avec des bureaux à Moundou et une installation de traitement, à environ cinq kilomètres de la ville, comprenant deux incinérateurs, une aire de stockage des déchets, une zone de stockage de carburant diesel pour alimenter les incinérateurs et un poste de garde.



Ayant besoin de conseils techniques, alors qu'elle démarrait ses opérations, l'entreprise SOTRADA s'est tournée vers EEPCI. Du fait qu'EEPCI avait besoin de trouver une solution pour ses déchets industriels, et aussi à cause de son engagement à soutenir le développement des entreprises locales au Tchad, le Directeur général d'EEPCI, Christian Lenoble, a enjoint à ses équipes environnementales et de sécurité de former les employés de SOTRADA et d'aider la compagnie et son installation à être opérationnelles.



■ « Si nous travaillons avec Esso, nous devons respecter ses politiques. Et ayant préalablement acquis une grande partie de mes connaissances en travaillant

chez EEPCI, je sais que ces politiques sont très importantes au développement d'une entreprise solide. » – MICHEL BOUKAR, Directeur général par intérim, SOTRADA; Secrétaire général, Ministère des Mines et de l'Industrie, Tchad

Entre mai et juin, EEPCI a rencontré les employés de SOTRADA pour les informer de ses exigences relatives à l'environnement et à la sécurité, ainsi que sur ses politiques de gestion des déchets; a formé les employés de SOTRADA sur les pratiques d'échantillonnage et de mesures; et les a aidés à trouver un laboratoire qui convenait à des essais additionnels. Etant donné que cinq cadres supérieurs de SOTRADA, y compris le fondateur et le Directeur général par intérim sont des anciens employés d'EEPCI, ils connaissaient très bien la culture d'EEPCI et ont affirmé qu'ils entendaient adopter une approche similaire en matière de sécurité.

Une fois convaincue que SOTRADA disposait de ressources suffisantes pour respecter les normes internationalement reconnues en matière de gestion responsable des déchets, EEPCI a accepté de devenir le premier client de SOTRADA, et le premier transfert de déchets a été effectué. A la fin de 2015, SOTRADA avait traité près de 600 tonnes de déchets, tels que des sols contaminés, des céramiques, des produits chimiques et des peintures. EEPCI s'est aussi engagée à procéder, au moins une fois par trimestre, à un contrôle de la qualité chez SOTRADA.



## UN INGENIEUR CAMEROUNAIS EST PROMU AU POSTE D'UNE IMPORTANCE VITALE DE DIRECTEUR DES OPERATIONS OFFSHORE DE COTCO

En juillet 2015, COTCO a franchi une nouvelle étape vers l'atteinte de son objectif qui est de promouvoir davantage de Camerounais à des postes de direction, quand la société a sélectionné un ingénieur camerounais, Arnaud Tchatchouang, pour assumer un rôle essentiel : gérer la partie offshore du système de transport d'exportation (ETS). Ce poste de Directeur des opérations offshore (OIM) était auparavant occupé par des expatriés.

En tant que l'un des deux OIM travaillant par rotation selon un calendrier mensuel, Arnaud assume la responsabilité de la partie du pipeline qui est submergée sous les eaux au large de la côte du Cameroun et du terminal de stockage et de déchargement, appelé FSO. Ce terminal, qui est ancré en permanence à 12 kilomètres au large de la côte de Kribi, peut contenir jusqu'à 2,4 millions de barils de brut avant de décharger sa charge utile dans des pétroliers d'exportation. Il s'agit d'un actif essentiel qui requiert un personnel hautement qualifié, des équipements bien entretenus et le strict respect des procédures en matière d'environnement et de sécurité. En 2015, le FSO a déchargé 47 millions de barils de pétrole. Le déchargement de pétrole dans un pétrolier est une opération complexe qui demande que les

équipages ajustent les positions des trois navires. Le FSO pivote autour de son amarrage en un point unique fixe pour anticiper les forces du vent et de la mer; le pétrolier en attente se raccorde au FSO par un flexible flottant spécial, équipé de vannes à sécurité intégrée pour se prémunir contre tout déversement; et un puissant navire de service maintient une tension constante sur un câble pour garder le FSO et le pétrolier alignés.

Pour s'assurer que toutes les activités sont exécutées en toute sécurité et correctement, l'équipe suit un processus de gestion des travaux rigoureux, qui inclut des réunions quotidiennes où les activités actuelles et futures sont réexaminées en détail. Certaines de ces activités peuvent inclure des opérations complexes faisant simultanément intervenir plusieurs navires. Durant ces réunions de planification, des outils et des procédures appropriés sont sélectionnés tant pour les activités habituelles que pour les activités critiques, inhabituelles.

« NOTRE OBJECTIF NE CHANGE PAS : AUCUNE BLESSURE, AUCUN ACCIDENT EVITE DE JUSTESSE, AUCUN PROBLEME D'INTEGRITE ET AUCUN ARRET DES OPERATIONS »



Transporter du pétrole et opérer des navires et des machines dans un milieu marin écologiquement sensible constitue une lourde responsabilité qui est assujettie à un grand nombre de réglementations camerounaises et internationales. Décrivant son approche relative au poste d'OIM, Arnaud a déclaré : « Nous devons toujours garder l'œil ouvert et l'esprit alerte pour être sûr de n'avoir aucun problème potentiel risquant d'entraîner des conséquences graves. Nous devons toujours être prêts, même dans notre sommeil, car c'est une opération de 24 heures. Notre objectif ne change pas : aucune blessure, aucun accident évité de justesse, aucun problème d'intégrité et aucun arrêt des opérations. Nous ne cessons de nous améliorer en terme de mode opératoire et c'est la seule façon d'atteindre les objectifs de la société. » – Arnaud Tchatchouang, Directeur d'installation Offshore, COTCO

### MAIN-D'ŒUVRE DU PROJET A LA FIN 2015

Nationaux tchadiens et camerounais employés par EEPCI, COTCO, TOTCO et leurs sous-traitants : **5 498**

Pourcentage de la main-d'œuvre totale qui est camerounaise et tchadienne : **90 %**

Pourcentage de Tchadiens et de Camerounais occupant des postes de cadre/supervision, des emplois intermédiaires, qualifiés : **84 %**

Salaires versés au employés tchadiens en 2015 : **51 milliards de FCFA (85 millions \$)**

Salaires versés au employés camerounais en 2015 : **10 milliards de FCFA (17 millions \$)**

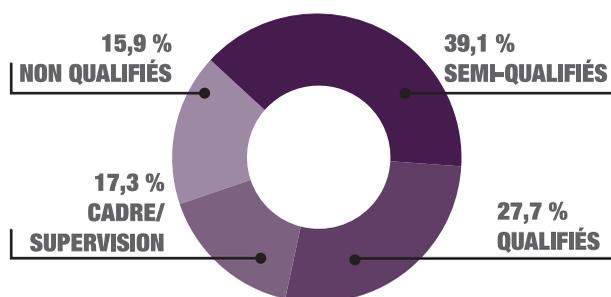
## RAPPORT SUR L'EMPLOI LOCAL

Le Projet établit des rapports sur les statistiques d'emplois au niveau local en fonction d'équivalents temps plein ou ETP. L'adoption de l'établissement du rapport en ETP permet de prendre en compte la grande diversité des quarts de travail et de rotation de la main-d'œuvre du Projet ainsi que les variations saisonnières dans les types d'emplois rencontrés dans le cadre du Projet.

- Un grand nombre de salariés du Projet ont des horaires de rotation, travaillant par exemple en tandem avec un autre salarié qui « prend la relève ». Les salariés en rotation travaillent généralement pendant 28 jours d'affilée, puis sont en congés pendant 28 jours ou une tendance similaire, mais lorsqu'ils sont de service ils travaillent sept jours par semaine, 12 heures par jour.
- D'autres salariés, qui ont un emploi journalier, travaillent du lundi au vendredi pendant des journées plus courtes, mais sont de service pendant la plus grande partie de l'année sans arrêt pour rotation.
- Une autre catégorie de salariés comprend les personnes souvent embauchées dans les villages à proximité des installations du Projet, qui ont des contrats temporaires et ne travaillent que quelques jours par semaines dans le cadre de projets spéciaux tels que la maintenance de l'emprise du pipeline.

La conversion de tous ces régimes de travail à la norme d'équivalents temps plein, basée sur des heures de travail réelles, donne une image cohérente et plus précise des emplois du Projet au niveau local.

### NIVEAU DE QUALIFICATION DES EMPLOYÉS LOCAUX



Les emplois qualifiés incluent des postes d'opérateurs en salle de contrôle, de techniciens sur les champs pétroliers, de techniciens en construction, en mécanique, en électricité et en instrumentation, de surveillants du PGE ou de soudeurs. Des exemples de postes de qualification intermédiaire comprennent des aides cuisiniers, des gardes de sécurité et des assistants soudeurs.



## HISTORIQUE DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES LOCALES

Même si les faibles prix du pétrole ont affecté les dépenses du Projet en 2015, un des impacts les plus importants que le Projet a sur le Tchad et le Cameroun continue à être sa pratique d'acheter autant que possible des biens et services auprès des fournisseurs locaux. EEPCI, COTCO et TOTCO travaillent avec des douzaines de fournisseurs nationaux et internationaux qui soutiennent leurs opérations. Tous les fournisseurs à travers la chaîne d'approvisionnement doivent satisfaire à une norme élevée d'intégrité opérationnelle avant d'être admissible à être fournisseur. Le Projet a fait des investissements considérables pour soutenir ses fournisseurs tchadiens et camerounais afin de consolider leurs pratiques commerciales au fil des années. Cet effort a contribué à renforcer les services et le secteur des approvisionnements du Tchad et, avec l'émergence de l'industrie pétrolière du Tchad, ces fournisseurs nationaux sont maintenant bien placés pour soutenir les producteurs pétroliers additionnels.

Au début de la phase de construction en 2000, EEPCI, TOTCO et COTCO étaient forcées de dépendre fortement des fournisseurs étrangers en attendant que les entreprises tchadiennes et camerounaises développent leurs capacités à répondre aux besoins du Projet. Pour accélérer ce processus, le Projet a multiplié les contacts avec les entreprises existantes et les nouveaux entrepreneurs, et a lancé des programmes pour les aider à améliorer leurs chances de remporter des contrats. En seulement 12 mois, à la fin de 2001, le montant total des dépenses faites auprès des entreprises locales et nationales s'élevait à 161,8 millions \$ (105,4 milliards de FCFA au taux de change de 2001). Ce n'était que le début. A la fin de 2015, le montant total cumulé des dépenses effectuées auprès des centaines d'entreprises tchadiennes et camerounaises dépassait les 3,6 milliards (1,8 million de milliards de FCFA).

Pour réaliser ce record, le Projet a mis en œuvre de nouvelles activités de développement des entreprises et d'éducation. En 2008, par exemple, EEPCI a lancé le programme de formation Excellence en affaires en partenariat avec la Chambre de Commerce de N'Djamena et la Société Financière Internationale, une institution de la Banque Mondiale. Le programme visait à renforcer la capacité des entreprises tchadiennes à satisfaire aux normes élevées d'Esso en matière de performance opérationnelle et d'intégrité en leur fournissant une formation dans des matières, telles que la gestion, les relations humaines, la sécurité, le contrôle de la qualité et la comptabilité. De nombreux diplômés sont maintenant des fournisseurs reconnus d'EEPCI. D'autres ont tiré parti de ce qu'ils avaient appris et ont formé des entreprises non pétrolières qui ont aidé l'économie tchadienne à se diversifier et à se développer.



■ « Quand je fais un retour en arrière, je m'aperçois à quel point le niveau de professionnalisme a changé. Il est très satisfaisant, par exemple, voir les fournisseurs engager la conversation en parlant maintenant de la sécurité. La sécurité ne faisait pas normalement partie ici de la culture d'entreprise avant le Projet. Mais quiconque travaille avec nous a maintenant tous les solides principes commerciaux bien présents à l'esprit. » – MIYAL NGARIANOUBA, Adjoint chargé de l'approvisionnement, EEPCI

## SOCIETE ROZI EQUIPEMENT GENERAL

Cette compagnie basée à N'Djamena fournit à EEPCI du matériel et de l'équipement de bureau depuis qu'elle a été fondée en 2002. A cette époque, Moustapha Rozi était le seul employé, et comme il n'avait pas de bureau, il travaillait de sa voiture.

Pour devenir fournisseur d'EEPCI, les entrepreneurs comme Rozi devaient organiser leurs activités de façon à satisfaire aux normes de sécurité et à d'autres exigences d'Esso. Rozi n'avait pas le capital ni les compétences de gestion pour ce faire. Mais avec l'aide de la société et de la Chambre de Commerce de N'Djamena, Rozi a acquis les compétences et a pris les mesures nécessaires pour décrocher son premier contrat avec le Projet, qui a été suivi par bien des années de croissance. Rozi et son équipe attribuent à EEPCI le mérite de leur avoir transmis l'étincelle nécessaire pour démarrer et prendre de l'expansion.

■ « Esso a aidé les entrepreneurs en leur fournissant d'abord un débouché et en travaillant ensuite avec eux pour développer leurs capacités. Notre entreprise fournit maintenant des services à toutes les grandes compagnies du Tchad grâce à la crédibilité que nous accordons notre travail avec Esso. »  
– ABAKAR ALI ABBA, Directeur commercial, Société Rozi Equipement Général



### DEPENSES AUPRES DES ENTREPRISES LOCALES

Dépenses au Tchad en 2015 : 60 milliards de FCFA (101 millions \$)

Total des dépenses au Tchad : 1,1 million de milliards de FCFA (\$ 2,3 milliards \$)

Dépenses au Cameroun en 2015 : 45 milliards de FCFA (76 millions \$)

Total des dépenses au Cameroun : 658 milliards de FCFA (1,3 milliard \$)

NOMBRE DE COMPAGNIES  
CAMEROUNAISES AYANT  
PASSÉ UN CONTRAT AVEC  
COTCO EN 2015 :

104

NOMBRE DE COMPAGNIES  
TCHADIENNES AYANT PASSÉ  
UN CONTRAT AVEC  
EEPCI EN 2015 :

73

## REVENUS DU PAYS HÔTE

Les revenus pétroliers du Tchad proviennent des redevances sur les ventes de pétrole, les impôts sur les sociétés, les impôts associés à la participation dans le pipeline et autres permis, droits et taxes. A la fin de 2015, le Projet avait généré près de 12 milliards en revenus et des redevances en nature totalisant 13,7 millions de barils de pétrole pour le Tchad, dépassant largement les attentes initiales. Les revenus sont affectés par de nombreux facteurs, notamment par le prix du pétrole brut.

## AMÉLIORATION DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION A DOBA GRÂCE AUX REVENUS PÉTROLIERS

Doba, la capitale de la région du Logone Oriental dans le sud tchadien, ne se trouve qu'à quelques kilomètres de la zone de développement des champs pétroliers (OFDA). Du fait que le gouvernement tchadien s'est engagé à investir cinq pour cent de ses revenus pétroliers dans les secteurs de développement prioritaires dans la région productrice de pétrole, Doba abrite maintenant un hôpital moderne et une université importante.



L'hôpital régional de Doba a été inauguré le 5 février 2014. Nous avons vraiment besoin d'un nouvel hôpital pour desservir les quelques 100 000 personnes qui vivent à Doba et dans les communautés avoisinantes. Cet hôpital de 150 lits est un établissement d'enseignement et de recherche, ainsi qu'un centre de traitement. Son personnel inclut cinq médecins, treize infirmiers/infirmières, des agents techniques et des employés de soutien.



■ « Cet hôpital est le principal hôpital pour l'ensemble de la région. Les étudiants viennent ici des différentes régions du Tchad pour étudier, pratiquer et faire de la recherche. Tous les dispensaires de la région dirigent les patients ici. »  
– ALI ABDERRAMANE HAGGAR, Directeur, Hôpital régional de Doba

L'Université de Doba est le seul établissement d'enseignement supérieur de la région. Le campus, comportant de multiples bâtiments, a été inauguré en 2011. L'Université compte maintenant près de 2 000 étudiants qui consacrent leurs études au droit, à l'économie, aux sciences et à la littérature. Elle emploie 35 professeurs et 83 formateurs à temps partiel. Une nouvelle construction est en cours pour répondre au nombre sans cesse croissant de demandes d'admission.



■ « C'est l'une des meilleures universités du Tchad, car nous avons plus de professeurs de haut niveau que partout ailleurs au Tchad, ce qui améliore la qualité de l'enseignement que nous offrons ici. En outre, nous avons de nouveaux bâtiments qui sont bien adaptés à l'enseignement. L'an dernier, nous avons eu plus de 5 000 candidats, car les étudiants savent que c'est l'un des meilleurs programmes universitaires du pays. Nous comptons lancer bientôt un programme de maîtrise qui nous permettra d'accompagner nos étudiants tout au long et ce, depuis leur études postsecondaires. » – DR MAHAMAT SEID ALI, Recteur, Université de Doba

### REVENUS PÉTROLIERS DU TCHAD (millions de \$)

	2015	TOTAL À CE JOUR
Redevances sur les ventes du brut <sup>1</sup>	N/D	2 747
Dividendes de la participation dans le pipeline	N/D	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés <sup>2</sup>	73	8 249
Charges, permis, droits, etc. <sup>3</sup>	25	627
<b>TOTAL DU PROJET</b>	<b>98</b>	<b>11 707</b>

### REDEVANCE EN NATURE DU TCHAD (millions de barils)

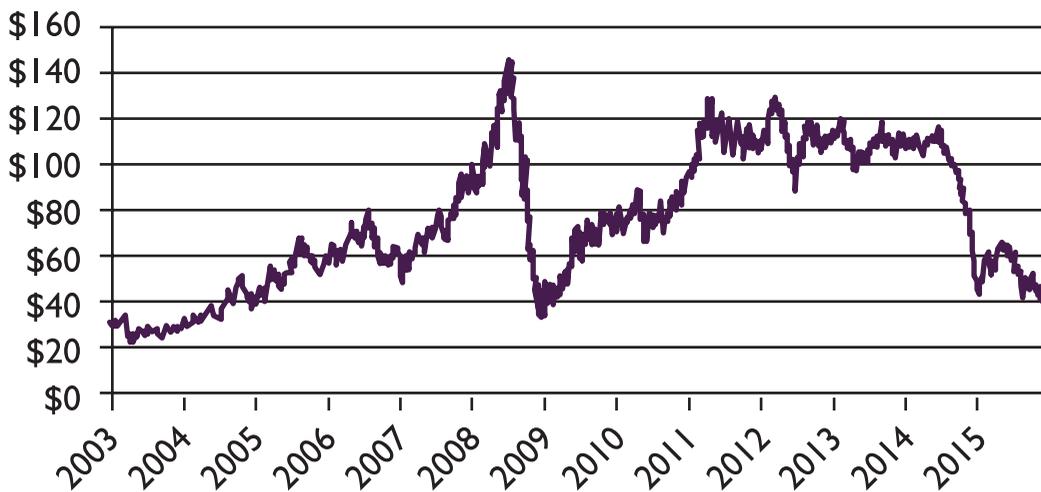
	2015	TOTAL À CE JOUR
Redevances en nature <sup>1</sup>	3,3	13,7

1. Redevances versées en espèces pour la période de 2003 à avril 2012. En vigueur depuis mai 2012, la redevance est versée en nature. Redevance versée en nature conformément aux Conventions de 1988 et 2004 et aux amendements. 2. A compter du 2e trimestre de 2014, les impôts sur le revenu des sociétés n'incluent pas les paiements de la Société des Hydrocarbures du Tchad. 3. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondant aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.

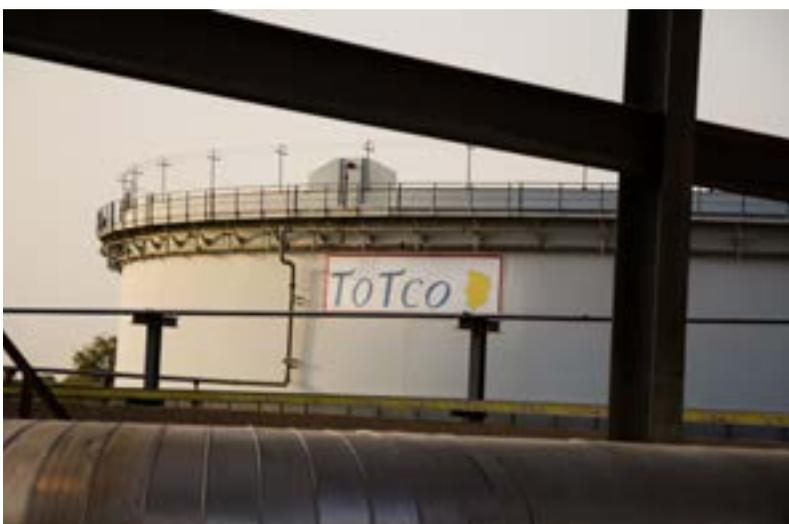


Le pont de Moundou achevé récemment permet aux véhicules de circuler simultanément à destination et en provenance de la ville, éliminant ainsi un important goulot d'étranglement pour l'activité commerciale de la ville. Les revenus pétroliers étaient la source des 10,2 milliards de FCFA que le gouvernement tchadien a investi dans la construction de ce pont de 370 mètres de long.

PRIX DU PÉTROLE BRUT BRENT (dollars par baril)



Le brut Brent est un prix de référence internationale majeur pour un pétrole brut léger non corrosif. Ce tableau montre la volatilité des prix du pétrole depuis le commencement de la production au Tchad en 2003, incluant la reprise après une chute significative. Alors que le prix du pétrole Doba est quelque peu inférieur au brut Brent, le Doba suit généralement le cours du Brent. Pendant bien des années et ce, depuis 2003, le prix du Doba a dépassé les attentes, ce qui a contribué à une augmentation sensible des revenus au Tchad.



REVENUS PÉTROLIERS DU CAMEROUN

(millions de \$)

	2015	TOTAL À CE JOUR
Frais de transit	61	308
Impôt sur les revenus	1,2	57
Droits de douane et autres taxes	11,5	71
Dividendes de la participation dans le pipeline	2,2	166
<b>TOTAL DU PROJET</b>	<b>75,9</b>	<b>602</b>

	2015	TOTAL A CE JOUR
<b>PRODUCTION ET OPÉRATIONS</b>		
Dépenses de soutien à la production (milliards de FCFA)	266	3 041
Dépenses de soutien à la production (millions de \$)	450	5 900
Volume net des exportations du terminal maritime (millions de barils) <sup>1</sup>	47	566
Nombre de navires pétroliers <sup>1</sup>	50	620
Nombre total de barils de pétrole produits (millions de barils)	26,5	541
Nombre total moyen de barils de pétrole produits par jour (bpj)	73 226	N/D
Nombre de barils de pétrole par jour découlant du soutien à la production (bpj)	62 730	N/D
Nombre de baril de pétrole par jour sans soutien à la production (bpj)	10 497	N/D
Nombre de nouveaux puits de pétrole ajoutés en cours d'année	37	N/D
Nombre total de puits de pétrole actuellement en service	686	N/D
Nombre de procédures de reconditionnement et d'amélioration	493	N/D
<sup>1</sup> Inclut le brut produit par EEPCL, CNPCIC et Glencore		
<b>LA SÉCURITÉ<sup>1</sup></b>		
Total du taux d'incidents rapportables <sup>2</sup> (TRIR)	0,14	0,31
Taux d'incident avec arrêt de travail <sup>2</sup> (LTIR)	0,02	0,02
Accidents mortels (nombre de)	0	6
Incidents avec arrêt de travail (nombre de)	1	33
Incidents avec travaux allégés (nombre de)	5	158
Cas avec traitement médical requis (nombre de)	4	330
Cas de premiers soins (nombre de)	20	2 978
Heures de travail (milliers)	12 573	336 859
Accidents de la route <sup>3</sup>	4	978
<sup>1</sup> Les statistiques de sécurité incluent des incidents impliquant un lieu, une propriété ou des activités détenues, contrôlées ou supervisées par EEPCL, TOTCO, COTGO, et autres sociétés affiliées travaillant pour le Projet et pour leurs sous-traitants respectifs. <sup>2</sup> Moyenne des TRIR & LTIR des 12 derniers mois et total à ce jour. <sup>3</sup> Inclut tous les incidents de la circulation des véhicules du Projet, y compris ceux qui, d'après les directives de l'OSHA, ne sont pas rapportables.		
<b>COMPENSATION</b>		
Compensation individuelle - Tchad (millions de FCFA)	168	11 267
Compensation individuelle - Tchad (millions de \$)	0,34	23
Compensation individuelle - Cameroun (millions de FCFA)	5	5 780
Compensation individuelle - Cameroun (millions de \$)	0,01	12
<b>DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES LOCAUX<sup>1</sup></b>		
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (milliards de FCFA)	60	1 142
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (millions de \$)	101	2 305
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (milliards de FCFA)	45	658
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (millions de \$)	76	1 327
<sup>1</sup> Préparé avec les données les plus récentes. Les données des trimestres précédents ont été mises à jour et incluent les données enregistrées en retard.		
<b>REVENUS DU PAYS HÔTE</b>		
Redevances sur les ventes de brut - Tchad (millions de \$) <sup>1</sup>	N/D	2 747
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Tchad (millions de \$)	N/D	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés - Tchad (millions de \$) <sup>2</sup>	73	8 249
Charges, permis, droits, etc. - Tchad (millions de \$)	25	627
Redevance en nature - Tchad (millions de \$) <sup>1</sup>	3,3	13,7
Total des revenus du Tchad (millions de \$) <sup>3</sup>	98	11 707
Frais de transit - Cameroun (y compris le paiement des nouveaux expéditeurs) (millions de \$)	61	308
Impôt sur le revenu - Cameroun (millions de \$)	1,2	57
Droits de douane et autres taxes - Cameroun (millions de \$)	11,5	71
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Cameroun (millions de \$)	2,2	166
Total des revenus du Cameroun (millions de \$)	76	602
<sup>1</sup> Redevances versées en espèces pour la période de 2003 à avril 2012. En vigueur depuis mai 2012. La redevance est versée en nature. Redevance versée en nature conformément aux Conventions de 1988 et 2004 et aux amendements. <sup>2</sup> A compter du 2e trimestre de 2014, les impôts sur le revenu des sociétés n'incluent pas les paiements de la Société des Hydrocarbures du Tchad. <sup>3</sup> Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondant aux services fournis par des entités Gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.		

	2015
<b>OCCUPATION DES TERRES</b>	
Superficie totale actuelle de l'occupation des terres par le Projet (hectares)	2 076
Total des terres restituées - Total à ce jour (hectares)	4 267
Terre d'occupation temporaire actuelle (hectares)	204
Terre d'installation permanente (hectares)	1 872
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre compensés par le Projet - Total à ce jour	17 937
Quantité totale de terres prises par le Projet (hectares)	7 695
Nombre de villages (contenant des utilisateurs de terre compensés par le Projet)	480
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre dédommagés par le Projet dans l'OFDA - Total à ce jour	8 131
Quantité totale de terres prises par le Projet dans l'OFDA (hectares)	4 607
<b>EMPLOI LOCAL<sup>1</sup></b>	
Salaires payés aux employés tchadiens (milliards de FCFA)	51
Salaires payés aux employés tchadiens (millions de \$)	85
Salaires payés aux employés camerounais (milliards de FCFA)	10
Salaires payés aux employés camerounais (millions de \$)	17
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Nationaux) <sup>2</sup>	3 866
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Expatriés) <sup>2</sup>	553
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Nationaux) <sup>2</sup>	1 632
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Expatriés) <sup>2</sup>	30
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - non qualifiés (%)	15,9 %
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - semi-qualifiés (%)	39,1 %
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - qualifiés (%)	27,7 %
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - cadre/supervision (%)	17,3 %
<sup>1</sup> Les estimations des salaires et de la main-d'œuvre du Projet sont basées sur les dernières informations disponibles et pourraient faire l'objet d'un ajustement dans de futurs rapports. <sup>2</sup> Mesurées en équivalents temps plein ou ETP. Pour de plus amples informations sur les rapports sur les statistiques d'emplois utilisant les ETP, voir la section contexte à la fin de la section Emploi local.	
<b>SURVEILLANCE ET GESTION ENVIRONNEMENTALE</b>	
Nombre de situations de non-conformité	2
Déversements (nombre de)	2
Ordures ménagères incinérées sur place on Site (tonnes)	1 340
Déchets solides inoffensifs enterrés (décharge) (tonnes)	1 688
Déchets non dangereux recyclés aux communautés locales (tonnes)	1 061
Déchets non dangereux envoyés à des installations indépendantes autorisées pour recyclage ou élimination (tonnes)	1 190
Déchets dangereux accumulés (tonnes)	3 455
<b>SANTÉ</b>	
Taux d'infection du paludisme - Tchad et Cameroun (par 200 000 heures travaillées)	1,26
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Tchad	8 792
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Cameroun	2 772
MST - Tchad <sup>1</sup>	155
MST - Cameroun <sup>1</sup>	16
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Tchad <sup>2</sup>	219
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Cameroun <sup>2</sup>	0
Hospitalisations/Observations - Tchad <sup>3</sup>	29
Hospitalisations/Observations - Cameroun	8
Medevacs - Tchad	5
Medevacs - Cameroun	3
<sup>1</sup> MST: Maladies sexuellement transmissibles. <sup>2</sup> SSS: Service d'avertissement anticipé pour identifier les changements dans les taux de maladies. Certaines maladies couvertes par le système SSS comprennent les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires. Le SSS met l'accent sur d'autres maladies à part les deux qui ont été prioritairement ciblées: le paludisme et les maladies sexuellement transmissibles. Les tendances relevées dans le taux des maladies peuvent aider les spécialistes de la santé du Projet à déceler un problème sanitaire avant que celui-ci n'atteigne un niveau épidémique. <sup>3</sup> Les données sur les hospitalisations au Tchad proviennent uniquement des dispensaires de Komé 5 et de la base de Komé. Les données du dispensaire de N'Djamena ne sont pas incluses.	
<b>CONSULTATION &amp; COMMUNICATION</b>	
Réunions de consultation au Tchad	481
Présences au Tchad	26 135
Réunions de consultation au Cameroun	1 326
Présences au Cameroun	16 614

# EEPCI

Esso Exploration and Production Tchad, Inc.  
1206 Rue de Bordeaux, B.P. 694  
N'Djamena, Tchad



Cameroun Oil Transportation Company  
164 Rue Toyota (Bonapriso), B.P. Box 3738  
Douala, Cameroun



Tchad Oil Transportation Company  
3223 Rue d'Abéché, B.P. 6321  
N'Djamena, Tchad



ExxonMobil.com